

# C onjoncture française



**EMBARGO**  
**Ne pas diffuser avant**  
**16 DÉCEMBRE 2010 - 22h00**



# Environnement international de la France

Au troisième trimestre 2010, la croissance des économies avancées a été un peu plus forte que prévu dans le point de conjoncture d'octobre (+0,6 % contre +0,4 %). En particulier, la consommation des ménages a été plus dynamique, notamment aux États-Unis et au Japon.

Au quatrième trimestre, la croissance se modérerait (+0,4 %). Elle resterait légèrement plus élevée aux États-Unis qu'en zone euro. Au contraire, la croissance japonaise rechuterait à la fin 2010, à la suite de l'expiration de la prime à la casse et face au ralentissement de l'activité en Asie.

Au premier semestre 2011, le PIB des économies avancées maintiendrait globalement ce rythme de croissance (+0,4 % par trimestre). L'économie japonaise renouerait avec la croissance après la chute exceptionnelle attendue au quatrième trimestre, mais les autres pays ralentiraient. En effet, les politiques budgétaires pèseraient sur l'activité et l'impulsion en provenance des pays émergents continuerait de s'atténuer ; parallèlement, le mouvement de reconstitution des stocks s'essoufflerait.

## Des systèmes financiers toujours fragiles

À l'horizon de mi-2011, les banques centrales des principales économies avancées conserveraient des politiques monétaires accommodantes. Jugant le haut niveau du chômage et la faiblesse de l'inflation peu conformes à son double mandat de plein emploi et d'inflation modérée, la Fed a annoncé un programme d'achat d'actifs jusqu'en juin 2011 (« QE2 », cf. éclairage). Au Japon également, la Banque centrale a injecté des liquidités début septembre pour limiter les effets récessifs de l'appréciation du yen cet été.

Malgré les efforts des autorités monétaires, les conditions de financement des entreprises et des ménages restent peu favorables, bien qu'en cours d'amélioration. Aux États-Unis, le désendettement des agents privés se poursuit, malgré l'assouplissement des conditions d'octroi du crédit bancaire. En zone euro, la hausse de la distribution de crédits s'accompagne globalement d'un durcissement des conditions de financement, excepté en Allemagne et en France.

Depuis la fin de l'été, de nouvelles tensions sont apparues autour des dettes souveraines de certains États de la zone euro, en particulier en Irlande, au Portugal, voire en Espagne et en Italie.

## Équilibre ressources-emplois en volume des économies avancées :

en %

	Variations trimestrielles													
	2009				2010				2011		2008	2009	2010	2011 acq.
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2				
<b>PIB</b>	-2,2	0,2	0,2	0,8	0,8	0,7	0,6	0,4	0,4	0,4	-0,1	-3,6	2,4	1,4
Consommation privée	-0,6	0,0	0,2	0,4	0,4	0,4	0,6	0,2	0,2	0,2	-0,1	-1,3	1,4	1,0
Consommation publique	0,0	0,9	0,3	0,0	0,0	0,6	0,6	0,0	0,2	0,2	2,2	1,8	1,0	0,8
Investissement	-7,8	-2,8	-0,7	-0,6	0,5	2,7	1,2	0,7	0,9	1,0	-4,0	-15,1	1,4	2,8
Exportations	-10,6	0,9	3,6	4,1	3,1	3,5	1,8	1,5	1,3	1,3	3,3	-12,8	12,5	5,3
Importations	-10,2	-3,2	3,8	1,5	3,3	5,4	2,8	0,7	0,9	1,4	-0,9	-13,4	11,6	5,3
<b>Contributions à la croissance</b>														
Demande intérieure hors stocks	-1,7	-0,4	0,1	0,1	0,3	0,8	0,6	0,2	0,3	0,3	-0,3	-3,2	1,3	0,9
Variations de stocks	-0,6	-0,2	0,2	0,3	0,7	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	-0,4	-0,6	1,2	-0,1
Extérieur	0,1	0,7	-0,1	0,4	-0,2	-0,3	-0,1	0,1	0,1	0,0	0,6	0,2	-0,1	0,5

Prévision

Source : instituts statistiques nationaux, FMI, calculs Insee

Ce regain de pression autour des dettes souveraines européennes a contribué à un mouvement de dépréciation de l'euro par rapport au dollar, alors que l'euro s'était beaucoup apprécié ces derniers mois après l'annonce du « QE2 ».

### Des politiques budgétaires plus restrictives

Aux États-Unis et au Japon, le soutien budgétaire à l'activité serait moins prononcé à l'horizon de la prévision. Aux États-Unis, les montants versés aux ménages sous forme de crédits d'impôts et d'allocations chômage resteraient substantiels. Les dépenses d'investissement public continueraient de soutenir l'activité américaine, mais les États réduiraient leurs dépenses de fonctionnement pour équilibrer leurs budgets. Au Japon, la fin de la prime à la casse début septembre serait suivie d'un net recul de la consommation automobile au quatrième trimestre. La prolongation des éco-points (subventions à l'achat de biens électroménagers respectueux de l'environnement), jusqu'en mars 2011, ne stimulerait que faiblement la consommation nipponne. En revanche, la hausse des dépenses publiques, annoncée en novembre 2010, viendrait soutenir l'activité japonaise début 2011.

En Europe, des stratégies de consolidation des finances publiques seront mises en œuvre début 2011. En Espagne, alors que le taux de TVA a déjà été relevé de 2 points au 1<sup>er</sup> juillet dernier, et que les impôts ont augmenté, les prestations sociales vont baisser début 2011. Au Royaume-Uni, le taux principal de TVA sera relevé de 2,5 points au premier janvier 2011, tandis qu'une nouvelle hausse de l'impôt sur le revenu et une baisse des prestations sociales sont programmées à partir du deuxième trimestre 2011. En Italie, alors que les incitations fiscales à l'investissement des entreprises se sont

arrêtées en juin 2010, les prestations sociales devraient diminuer. En Allemagne, bien que les baisses d'impôts instaurées dans le cadre du plan de relance soient maintenues, le gouvernement prévoit un durcissement des conditions d'attribution des prestations sociales, et une hausse des cotisations sociales et des impôts sur les entreprises. Enfin, en Allemagne, au Royaume-Uni et en Italie, les dépenses publiques devraient fortement ralentir au cours des prochains trimestres.

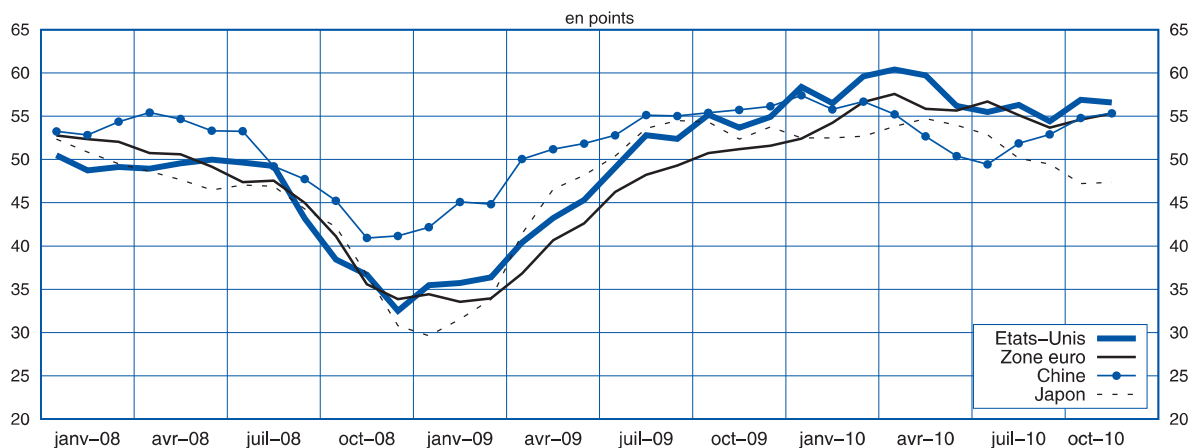
### Les pays émergents cherchent leur rythme

Au troisième trimestre 2010, la croissance des grands pays émergents d'Asie a fléchi, sous l'effet conjugué de la fin des mesures de soutien budgétaire, du durcissement de la politique monétaire, notamment en Chine, et du ralentissement de la demande des économies avancées.

Au quatrième trimestre 2010, ces effets seraient toujours visibles. Mais la dépréciation du yuan favoriserait la production de la Chine au détriment de ses partenaires commerciaux (cf. graphique).

L'accélération de la demande adressée à la production chinoise a cependant accentué les tensions inflationnistes. En réponse, les autorités chinoises ont relevé le taux des réserves obligatoires détenues par les banques en octobre puis en novembre. Ce resserrement de la politique monétaire en Chine pèserait sur la demande interne, et le yuan finirait par s'apprécier. À l'horizon de la prévision, les autres pays émergents d'Asie de l'Est bénéficieraient de cette perte de compétitivité de leur voisin, mais seraient pénalisés par le ralentissement de la demande en Chine et dans les économies avancées : leur activité accélérerait peu.

Indices PMI de production manufacturière : zone euro, Japon, Chine et États-Unis



D'une façon générale, les gouvernements des principaux pays émergents ont des difficultés à conjuguer leurs objectifs de plein emploi et d'inflation modérée. Au cours de ces derniers mois, ils ont été confrontés, comme en Chine, à la montée des tensions inflationnistes, en dépit de politiques économiques plus restrictives. Soutenus par le dynamisme de la demande interne, l'inflation y a été accentuée par le rebond des prix des matières premières, et en particulier des produits agricoles. En outre, les importantes entrées de capitaux étrangers viennent renforcer les tensions inflationnistes domestiques. Compte tenu de ces risques, la croissance actuelle de l'activité des pays émergents semble peu soutenable : dans notre scénario, elle reviendrait vers sa tendance.

### Les pays avancés ralentiraient

Au troisième trimestre, les économies avancées ont crû plus fortement que prévu dans le point de conjoncture d'octobre 2010 (+0,6 % contre +0,4 % en prévision). La consommation des ménages a surpris par son dynamisme, notamment au Japon, où les ménages ont anticipé leurs achats automobiles avant la fin de la prime à la casse début septembre.

À l'horizon de la prévision, certains des moteurs de la croissance, comme le soutien par les plans de relance, l'impulsion des pays émergents et la re-

constitution des stocks, perdraient progressivement en intensité.

La consommation des ménages freinerait nettement (+0,2 % par trimestre jusqu'à la mi-2011 après +0,6 % au troisième trimestre). Les revenus des ménages augmenteraient modérément. Le moindre soutien des mesures de relance au Japon et la mise en œuvre des politiques de consolidation budgétaire en zone euro et au Royaume Uni pèseraient globalement sur leur pouvoir d'achat. En raison de perspectives de débouchés moins favorables, les entreprises freineraient quelque peu leurs dépenses d'investissement. Au total, les économies avancées ralentiraient dès le quatrième trimestre 2010 (+0,4 % par trimestre jusqu'au deuxième trimestre 2011, après +0,6 % au troisième trimestre 2010).

### La demande étrangère adressée à la France ralentirait dans le sillage du commerce mondial

Au cours des prochains trimestres, le commerce mondial freinerait, en lien avec la modération de la demande dans la plupart des économies. Dans son sillage, la demande étrangère adressée à la France ralentirait également : +1,0 % au quatrième trimestre comme au troisième trimestre 2010. Elle resterait sur ce rythme au premier semestre 2011. ■

# Échanges extérieurs

Fin 2010 et début 2011, les exportations ralentiraient, dans un environnement externe de moins en moins porteur. La demande mondiale adressée à la France progresserait en effet à un rythme inférieur à sa croissance de moyenne période. En particulier, les principaux partenaires européens de la France mettraient en œuvre des mesures de consolidation de leurs finances publiques et leur demande se modérerait. Par ailleurs, les effets positifs de la dépréciation de l'euro au premier semestre 2010 s'atténueraient. Les exportations croîtraient de 9,6 % en 2010. À la fin du premier semestre 2011, leur acquis de croissance serait de +5,2 % pour l'année 2011.

Les importations décélèreraient fortement, suivant le profil des exportations en produits manufacturés et la demande intérieure hors stocks. En outre, aux deuxième et troisième trimestres, la dynamique de reconstitution des stocks avait alimenté le rebond des importations. À l'horizon de la prévision, le mouvement de restockage s'essoufflerait quelque peu, ce qui freinerait les importations. En 2010, les importations augmenteraient de 8,8 %. Leur acquis de croissance à la fin du premier semestre 2011 serait de +6,5 % pour l'année 2011.

La contribution du commerce extérieur à la croissance resterait négative au quatrième trimestre 2010, puis serait nulle au premier semestre 2011.

## Les exportations ralentiraient, en ligne avec une demande mondiale moins porteuse

Au troisième trimestre 2010, les exportations françaises de biens et services sont restées dynamiques (+2,5 % après +2,6 % cf. tableau). La demande mondiale adressée à la France a ralenti. En Espagne, la consommation des ménages a chuté, après l'application cet été de mesures de consolidation budgétaire. Cependant, la bonne tenue des demandes allemande et américaine a partiellement compensé la baisse de la demande espagnole. En outre, les exportations ont été soutenues par les effets favorables de la dépréciation de l'euro au premier semestre 2010.

À l'horizon de mi-2011, les exportations totales décélèreraient (+1,5 % au quatrième trimestre puis +1,3 % et +1,2 % aux premier et deuxième trimestres 2011), dans le sillage des exportations de produits manufacturés. La demande mondiale adressée à la France continuerait en effet de ralentir. La demande des pays émergents, notamment

## Prévision de croissance des échanges extérieurs

évolutions en % aux prix de l'année précédente chaînés, contributions en points

	Variations trimestrielles										Variations annuelles			
	2009				2010				2011		2009	2010	2011 acq.	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2				
<b>Exportations</b>														
Ensemble des biens et services	-7,5	-0,6	1,1	1,3	4,4	2,6	2,5	1,5	1,3	1,2	-12,2	9,6	5,2	
Produits manufacturés (67 %*)	-9,4	0,4	3,0	1,9	5,2	2,7	3,3	2,2	1,5	1,5	-14,1	13,0	6,7	
<b>Importations</b>														
Ensemble des biens et services	-5,8	-3,1	-0,4	2,9	1,8	3,9	4,1	2,1	1,1	1,0	-10,6	8,8	6,5	
Produits manufacturés (66 %*)	-6,9	-3,3	0,6	5,4	3,6	4,8	4,8	2,8	1,6	1,3	-13,0	14,5	8,3	
<b>Contribution du commerce extérieur au PIB</b>	-0,3	0,7	0,4	-0,5	0,6	-0,4	-0,5	-0,2	0,0	0,0	-0,2	0,0	-0,5	

Prévision

\* Part des exportations (resp. importations) de produits manufacturés dans les exportations (resp. importations) totales en 2009.

Source : Insee

asiatiques, qui avait largement contribué à la reprise des échanges depuis mi-2009, s'essoufflerait au premier semestre 2011. Le ralentissement de la demande serait encore plus marqué en Europe du côté des principaux partenaires commerciaux de la France<sup>(1)</sup> : des mesures de consolidation budgétaire en Allemagne, Royaume-Uni, Espagne et Italie pèseraient sur leur demande au premier semestre 2011 (cf. graphique 1). Enfin, l'effet positif de la dépréciation de l'euro au premier semestre 2010 s'estomperait début 2011 (cf. graphique 2).

Les exportations énergétiques, très dynamiques depuis le début de l'année, reculeraient en fin d'année, à la suite des grèves de l'automne dans les raffineries. Enfin, les ventes de services et de produits agricoles et agro-alimentaires continueraient de croître modérément jusqu'à mi-2011.

Au total, en 2010, les exportations croîtraient de 9,6 %. À la fin du premier semestre 2011, l'acquis de croissance serait de +5,2 % pour l'année 2011.

## Le ralentissement de la demande et le moindre restockage modèrent le rythme des importations

Depuis plusieurs mois, les importations françaises de biens et services augmentent à un rythme très soutenu : +4,1 % au troisième trimestre 2010 après +3,9 % au deuxième trimestre (cf. tableau).

(1) Cf. fiche Synthèse internationale  
 (2) Cela pèse sur les importations via le contenu en importations des exportations  
 (3) Suite aux grèves, les importations de produits pétroliers raffinés ont augmenté. Cet effet pourrait toutefois être partiellement compensé par une baisse des achats d'hydrocarbures naturels.

Ce dynamisme a été alimenté par celui de la demande finale ainsi que par le fort mouvement de reconstitution des stocks.

À l'horizon de la mi-2011, la croissance des importations de produits manufacturés se modérerait peu à peu : +2,8 % au quatrième trimestre 2010 après +4,8 % au troisième trimestre, puis +1,6 % et +1,3 % aux deux premiers trimestres 2011 (cf. graphique 3). D'une part, les exportations ralentiraient<sup>(2)</sup>. D'autre part, la consommation manufacturière, encore très dynamique au quatrième trimestre 2010, subirait le contrecoup de la fin de la mesure de prime à la casse début 2011. L'arrêt progressif du restockage contribuerait également au profil des importations.

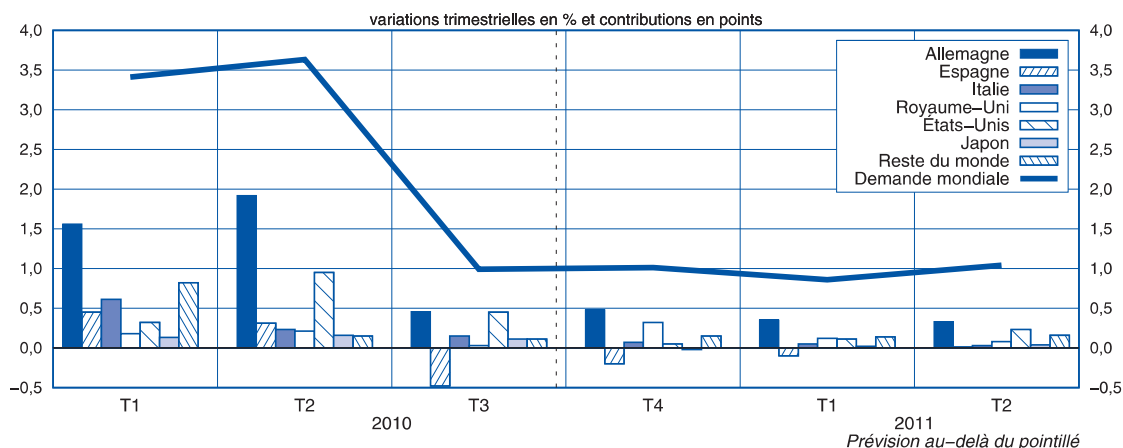
Après deux trimestres très dynamiques, les importations de produits énergétiques augmenteraient encore au quatrième trimestre 2010, conséquence des grèves dans les raffineries<sup>(3)</sup> et des vagues de froid. Elles devraient se stabiliser ensuite à l'horizon de prévision.

Enfin, les importations de services et de produits agricoles et agro-alimentaires augmenteraient modestement jusque mi-2011.

Sur l'ensemble de l'année 2010, les importations totales seraient dynamiques (+8,8 %), après une chute exceptionnelle en 2009 (-10,6 %). À la mi-2011, l'acquis de croissance pour 2011 serait encore élevé, à +6,5 %.

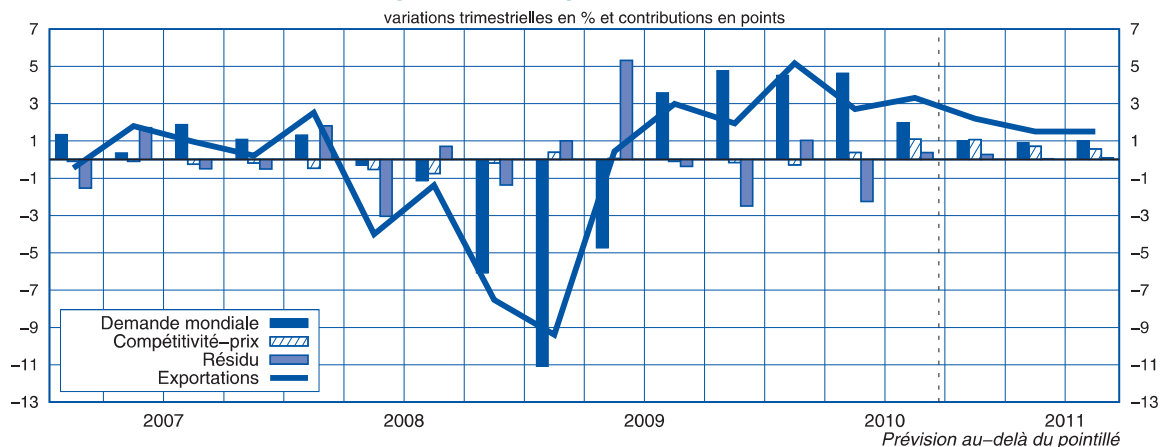
La contribution du commerce extérieur à la croissance serait de nouveau négative au quatrième trimestre 2010 (-0,2 point). Elle redeviendrait neutre début 2011. ■

### 1 - Demande mondiale adressée à la France et contributions



Source : Insee

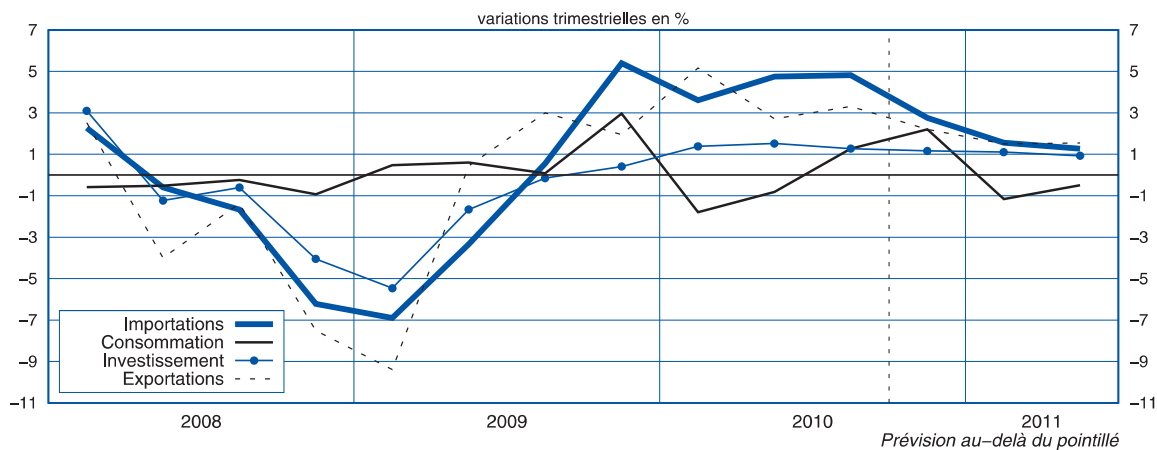
## 2 - Exportations de produits manufacturés



Note de lecture : la courbe représente la croissance trimestrielle des exportations en produits manufacturés en volume. Celle-ci est modélisée par une relation économétrique faisant intervenir la demande mondiale, le taux de change effectif réel de la France (indicateur de compétitivité-prix) et une tendance temporelle dont la contribution, constante, n'est pas reportée ici. Les barres représentent les contributions de chacune de ces variables au taux de croissance des exportations manufacturières, ainsi que celle du résidu de l'équation économétrique. Par exemple, au premier trimestre 2010, les exportations de produits manufacturés ont augmenté de 5,2 % : l'impact de la demande mondiale est évalué à 4,5 points, celui de la compétitivité-prix à -0,3 point. Le résidu contribue à hauteur de +1,0 point.

Source : Insee

## 3 - Importations de produits manufacturés



Source : Insee



# Pétrole et matières premières

*D'ici à la mi-2011, le prix du baril de pétrole resterait proche de son niveau observé actuellement, soit 85 \$ le baril. Le marché pétrolier deviendrait légèrement excédentaire.*

*Les prix des matières premières hors énergie sont en très forte hausse depuis le troisième trimestre 2010, dans un contexte de tensions sur l'offre et de baisse du dollar. Ils se stabiliseraient à l'horizon de la prévision.*

## Un marché pétrolier légèrement déficitaire à la fin du second semestre 2010...

Au quatrième trimestre, l'offre sur le marché pétrolier serait légèrement déficitaire (-300 000 barils par jour, bpj), mais un peu moins qu'au troisième trimestre (-600 000 bpj). La production rebondirait dans les pays hors OCDE (+300 000 bpj) et croîtrait quelque peu dans les pays de l'OCDE (+100 000 bpj), avec la fin des opérations de maintenance en mer du Nord et des tempêtes tropicales dans le golfe du Mexique. Dans le même temps, la demande mondiale de pétrole progresserait moins vite que sur les trimestres précédents (+100 000 bpj) : elle se modérerait dans les économies émergentes, notamment en Asie, tandis qu'elle ralentirait dans les économies avancées du fait du niveau élevé des stocks, notamment aux États-Unis.

Après s'être replié au troisième trimestre, le prix du pétrole est remonté depuis la mi-septembre (cf. graphique 1). Il atteint près de 85 \$ à la mi-novembre (après 77 \$ en moyenne au troisième trimestre).

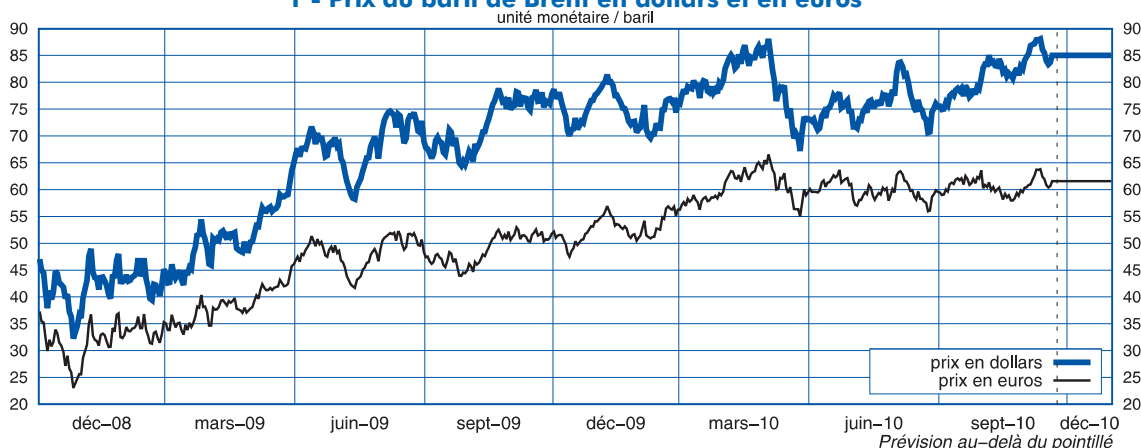
## ...qui deviendrait excédentaire au premier semestre 2011

Au premier trimestre 2011, l'augmentation de la production dans les pays de l'OPEP ainsi qu'aux États-Unis et en Asie centrale se traduirait par une hausse de l'offre mondiale de 400 000 bpj. La demande n'augmenterait que de 100 000 bpj : la hausse, habituelle en hiver, de la demande dans les économies avancées, serait atténuée par le ralentissement de la croissance dans ces pays. Le marché pétrolier serait alors à l'équilibre.

Au deuxième trimestre 2011, le marché deviendrait excédentaire de 900 000 bpj. D'une part, l'offre mondiale augmenterait de 100 000 bpj. D'autre part, la demande mondiale diminuerait sensiblement (-800 000 bpj), car de façon saisonnière, la demande s'atténue à la fin de l'hiver dans les pays développés.

À l'horizon de la prévision, le prix du pétrole fluctuerait légèrement autour de 85 \$.

1 - Prix du baril de Brent en dollars et en euros



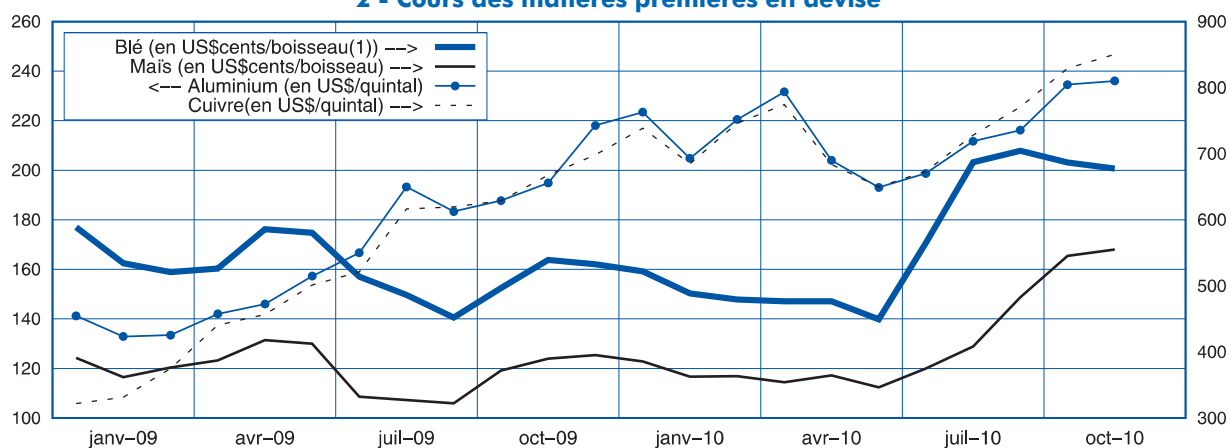
Source : Financial Times

## Stabilisation des cours des matières premières hors énergie à des niveaux élevés

Les cours des matières premières alimentaires et industrielles (*i.e.* agro-industrielles et minérales) ont fortement augmenté au troisième trimestre 2010 (*cf. graphique 2*). Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette hausse : la reprise de l'économie mondiale, des chocs d'offre dans certains secteurs et la dépréciation du dollar, monnaie dans laquelle sont cotées la plupart des matières premières. Ainsi le prix du blé en dollar a augmenté de 45 % entre avril et septembre 2010 : cette hausse a été provoquée par les incendies qui se sont déclarés cet

été en Russie et en Ukraine, par les mauvaises conditions climatiques qui ont obéré certaines récoltes (notamment au Pakistan, au Canada, en Australie et en Argentine) et par des restrictions à l'exportation imposées par certains pays producteurs. Les prix du blé se sont stabilisés à un niveau élevé depuis septembre. Cette hausse s'est transmise aux autres céréales, notamment le maïs, une céréale partiellement substituable au blé. La hausse des prix de l'aluminium et du cuivre, amorcée en juillet, se poursuit en novembre. À l'horizon de la prévision, les prix des matières premières hors énergie se stabiliseraient à leur niveau actuel. ■

2 - Cours des matières premières en devise



Dernier point : novembre 2010

(1) Un boisseau équivaut à 60 livres, soit environ 26 kilogrammes.

Source : London Metal Market, Chicago Mercantile Exchange, Liverpool Market

# Prix à la consommation

À l'horizon de la prévision, l'inflation «sous-jacente» remonterait pour s'établir à 1,1 % sur un an en juin 2011. Les hausses récentes des cours des matières premières industrielles et alimentaires se diffuseraient progressivement à l'inflation sous-jacente via les prix de production. Néanmoins, le taux de chômage toujours élevé, qui induit une modération des salaires tempèrerait cette hausse.

L'inflation d'ensemble diminuerait, très légèrement, à 1,5 % en décembre 2010, puis à 1,4 % en juin 2011. Elle atteindrait +1,5 % en moyenne sur l'ensemble de l'année 2010. La légère hausse de l'inflation sous-jacente serait plus que compensée par le ralentissement des prix de l'énergie et des produits frais.

## Une inflation « sous-jacente» à la hausse, une inflation totale en légère baisse

L'inflation «sous-jacente» est mesurée en retirant à l'indice d'ensemble les prix de l'énergie, des produits frais, les tarifs publics et en corrigeant des mesures fiscales. À l'horizon de juin 2011, l'inflation sous-jacente se redresserait progressivement : de 0,8 % en glissement annuel en novembre, elle atteindrait 1,1 % en juin 2011 (cf. graphique 1). Cette hausse serait notamment plus concentrée sur les prix des produits agro-alimentaires. Depuis le début de l'année 2010, les cours des matières pre-

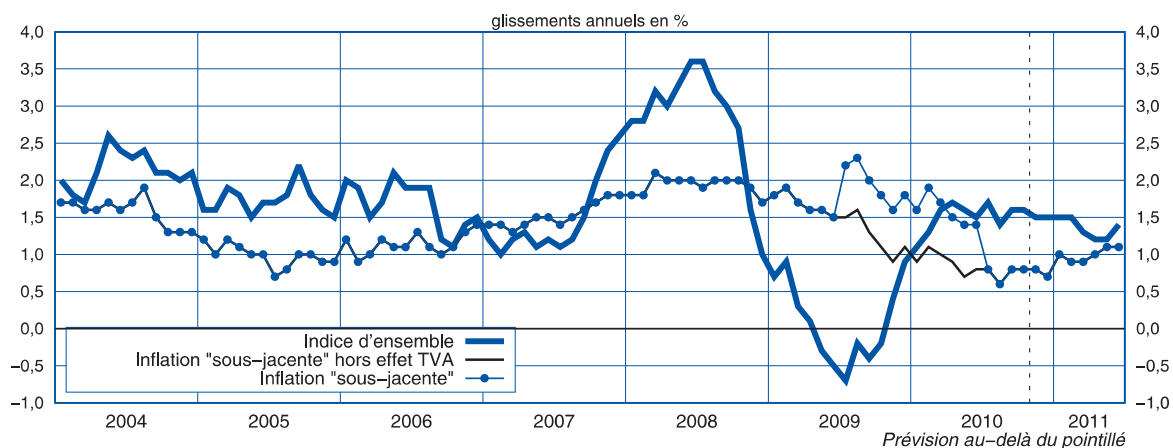
mières industrielles et alimentaires ont fortement augmenté (cf. graphique 2). Ces derniers mois, l'appréciation de l'euro a cependant atténué cette hausse des matières premières importées et les prix se sont stabilisés à un niveau élevé. Ces augmentations se diffuseraient progressivement à l'inflation sous-jacente via les coûts de production. Elles seraient néanmoins limitées par le niveau toujours élevé du chômage, qui induit une modération des salaires.

L'inflation d'ensemble diminuerait légèrement, à 1,5 % en décembre 2010, puis jusqu'à 1,4 % en juin 2011.

## L'inflation des produits manufacturés augmenterait légèrement à l'horizon de la prévision

En octobre 2010, les prix des produits manufacturés sont restés stables par rapport à septembre. Ils le seraient encore en décembre 2010. Puis l'inflation des produits manufacturés redeviendrait positive début 2011, pour atteindre +0,2 % en juin 2011 (cf. tableau). La hausse des prix des matières premières importées soutiendrait les coûts de production. Toutefois, la modération des coûts salariaux et le niveau encore bas du taux d'utilisation des capacités dans l'industrie contribueraient à modérer l'inflation dans ce secteur.

1 - Prix à la consommation en France



Source : Insee

### L'inflation des services serait en légère augmentation

Le glissement annuel des prix des services est resté stable en octobre à 1,4 % par rapport à septembre. L'inflation des services augmenterait légèrement à 1,5 % en juin 2011 (cf. tableau), sous l'effet notamment de la hausse des prix des services de transports et communications.

### L'inflation énergétique se stabiliserait

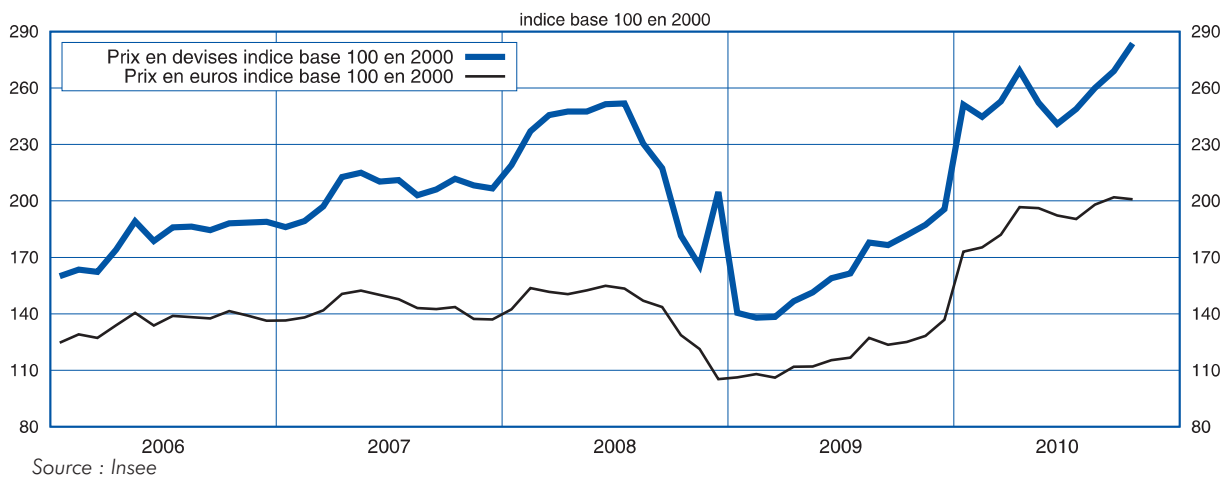
Après 11,1 % en octobre, le glissement annuel des prix de l'énergie diminuerait légèrement à 10,3 % en décembre 2010 puis baisserait nettement à 4,3 % en juin 2011. Avec l'hypothèse d'un prix du baril de Brent stable en prévision (à 85\$), ce recul s'expliquerait par les sorties de glissement des différentes hausses de prix intervenues au cours du premier semestre 2010. La contribution de ce poste à l'inflation d'ensemble s'estomperait donc progressivement (cf. graphique 3).

### L'inflation des produits alimentaires augmenterait jusqu'au premier semestre de 2011

Le glissement annuel des prix de l'alimentation se redresserait jusqu'en juin 2011. Les hausses récentes des prix des matières premières alimentaires, notamment du blé, se diffuseraient en effet progressivement aux prix de l'alimentation « hors produits frais », via les prix de production de l'industrie agro-alimentaire (cf. éclairage). Ainsi, entre décembre 2010 et juin 2011, ce poste contribuerait pour 0,25 point à la hausse de l'inflation sous-jacente.

En revanche, le glissement annuel des prix des produits frais diminuerait jusqu'en juin 2011. L'hiver dernier, les prix des produits frais avaient nettement augmenté sous l'effet de conditions climatiques difficiles. Par convention, ils retrouveraient leur profil saisonnier habituel sur le premier semestre de 2011. Cet effet de « sortie de glissement » modérerait l'inflation d'ensemble. ■

## 2 - Ensemble des matières premières industrielles et alimentaires importées (hors énergie)



## Les prix à la consommation

évolutions en % et contributions en points

Regroupements IPC* (pondérations 2010)	juin 2010		octobre 2010		décembre 2010		juin 2011		Moyennes annuelles	
	ga	cga	ga	cga	ga	cga	ga	cga	2009	2010
<b>Alimentation (16,25 %)</b>	<b>1,3</b>	<b>0,2</b>	<b>0,5</b>	<b>0,1</b>	<b>0,9</b>	<b>0,1</b>	<b>1,4</b>	<b>0,2</b>	<b>0,4</b>	<b>0,8</b>
dont : produits frais (1,95 %)	11,5	0,2	6,5	0,1	4,0	0,1	-1,2	0,0	-4,2	6,9
hors produits frais (14,30 %)	-0,2	0,0	-0,3	0,0	0,5	0,1	1,8	0,3	1,0	-0,1
<b>Tabac (1,75 %)</b>	<b>5,8</b>	<b>0,1</b>	<b>5,6</b>	<b>0,1</b>	<b>5,9</b>	<b>0,1</b>	<b>5,8</b>	<b>0,1</b>	<b>1,4</b>	<b>5,8</b>
<b>Produits manufacturés (31,1 %)</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>
<b>Énergie (7,3 %)</b>	<b>9,4</b>	<b>0,7</b>	<b>11,1</b>	<b>0,8</b>	<b>10,3</b>	<b>0,8</b>	<b>4,3</b>	<b>0,3</b>	<b>-12,0</b>	<b>9,7</b>
dont : produits pétroliers (4,28 %)	13,0	0,6	14,1	0,6	12,4	0,5	3,2	0,1	-19,1	14,0
<b>Services (43,6 %)</b>	<b>1,3</b>	<b>0,6</b>	<b>1,4</b>	<b>0,6</b>	<b>1,2</b>	<b>0,5</b>	<b>1,5</b>	<b>0,6</b>	<b>2,3</b>	<b>1,4</b>
dont : loyers-eau (7,59 %)	1,8	0,1	1,5	0,1	1,2	0,1	1,2	0,1	2,8	1,8
services de santé (5,21 %)	0,5	0,0	0,5	0,0	-0,5	0,0	0,0	0,0	0,8	0,4
transports-communications (5,33 %)	-0,9	0,0	-0,7	0,0	0,0	0,0	0,8	0,0	1,7	-0,2
autres services (25,47 %)	1,7	0,4	2,0	0,5	1,8	0,5	1,9	0,5	2,5	1,8
<b>Ensemble IPC (100 %)</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>	<b>1,6</b>	<b>1,6</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>	<b>0,1</b>	<b>1,5</b>
Ensemble hors énergie (92,7 %)	0,9	0,8	0,9	0,8	0,8	0,8	1,1	1,0	1,2	0,9
Ensemble hors tabac (98,25 %)	1,4	1,4	1,5	1,5	1,5	1,4	1,3	1,3	0,1	1,4
<b>Inflation «sous-jacente» (62,6 %)<sup>(1)</sup></b>	<b>1,4</b>	<b>0,9</b>	<b>0,8</b>	<b>0,5</b>	<b>0,7</b>	<b>0,5</b>	<b>1,1</b>	<b>0,7</b>	<b>1,8</b>	<b>1,1</b>
<b>Ensemble IPCH*</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>	<b>0,1</b>	<b>1,7</b>

■ Prévision

ga : glissement annuel.

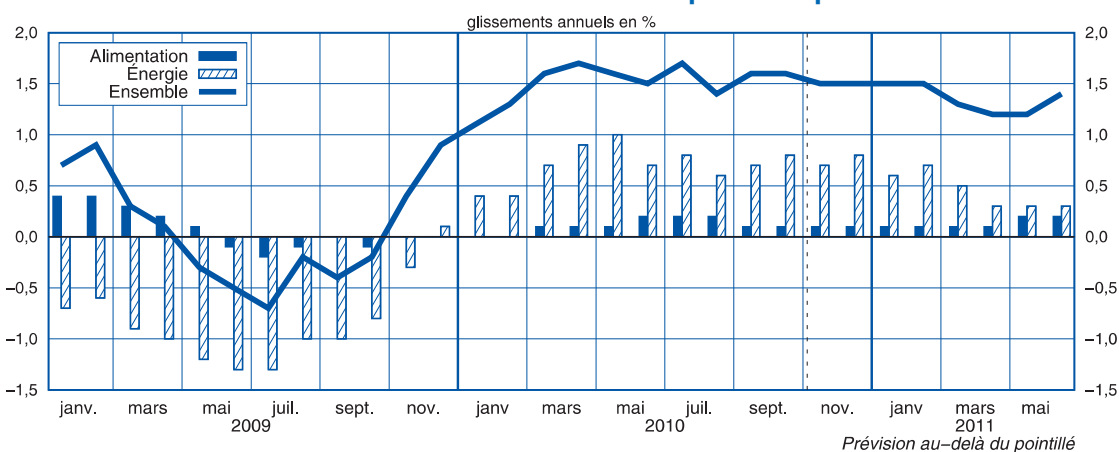
cga : contribution au glissement annuel.

\* Indice des prix à la consommation (IPC) harmonisé (IPCH).

(1) Indice hors tarifs publics et produits à prix volatils, corrigé des mesures fiscales.

Source : Insee

### 3 - L'inflation en France : contributions des postes les plus volatils



Source : Insee

## Éclairage - Quels effets de la hausse des cours des matières premières alimentaires sur les prix à la consommation ?

### Accélération des cours des matières premières alimentaires en 2010

Depuis le début de l'année 2009, les cours des matières premières alimentaires importées exprimés en euros augmentent à un rythme soutenu (cf. graphique 1 et tableau 1). Ils ont accéléré depuis le début 2010 : + 15 % au troisième trimestre 2010 en glissement annuel, après + 10,8 % au premier semestre 2010.

Cette évolution masque une situation contrastée. Exprimés en dollars, les cours ont baissé pendant les cinq premiers mois de l'année. La nette dépréciation de l'euro par rapport au dollar sur la même période a néanmoins compensé cette baisse. Symétriquement, les cours en dollars ont fortement accéléré à l'été 2010, mais la hausse des prix des matières premières a été quelque peu amortie par l'appréciation de l'euro par rapport au dollar sur la même période.

L'amplification de la hausse des prix de matières premières au cours de l'année 2010 est la conséquence des tensions prévalant sur les marchés physiques mondiaux. Ces tensions, alimentées par la croissance de l'activité mondiale, ont été accentuées par des phénomènes ponctuels.

Ainsi, s'agissant des céréales, de mauvaises conditions climatiques ont fait naître des craintes sur le niveau de la production mondiale de blé. Ces inquiétudes ont été renforcées par la mise en œuvre de restrictions aux exportations dans certains pays grands producteurs (Russie, Ukraine). Ces conditions ont alimenté une forte hausse des prix mondiaux de blé à partir de l'été 2010 qui s'est transmise aux autres céréales, notamment le soja et le maïs, partiellement substituables au blé pour l'alimentation humaine et animale ou pour la production de biocarburants.

### Deux à trois trimestres sont nécessaires pour qu'une hausse des prix des matières premières alimentaires se diffuse aux prix à la consommation

L'examen du choc de 2008 (cf. graphique 2) ainsi qu'une modélisation économétrique de la formation des prix permettent d'expliquer la diffusion de la hausse des prix des matières premières alimentaires importées aux prix à la consommation le long de la chaîne d'approvisionnement<sup>(1)</sup>.

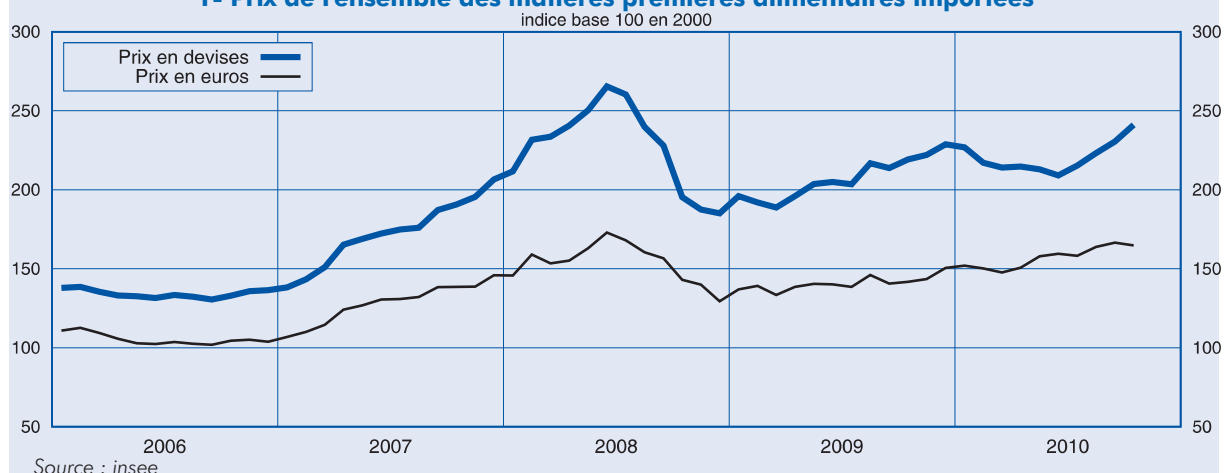
(1) Cf. également les éclairages des notes de conjoncture de Décembre 2007 et Juin 2009.

Tableau 1 - Évolution des cours de certaines matières premières alimentaires

Matières premières	Hausse en octobre 2010 depuis janvier 2009 (mesurée en euros)	Principales raisons des hausses de prix
blé	+ 11,0 %	Incertitudes sur la production de blé
Mais	+ 75,6 %	Augmentation de la production d'éthanol et effet de substitution comme ingrédient pour l'alimentation animale et humaine du fait de la hausse des prix du blé
Tourteau de soja	+ 79,4 %	Conditions climatiques en Argentine et au Brésil (chaleur et sécheresse) et utilisation accrue pour les biocarburants
Riz	- 3,5 %	Le riz n'est pas utilisé pour l'alimentation animale, ni pour la production de biocarburants, contrairement à d'autres céréales (pas d'effet de substitution possible sur le riz)
Arabica	+ 54,0 %	Production en baisse et consommation accrue au Brésil
Robusta	+ 30,4 %	
Sucre	+ 35,9 %	Volatilité importante des prix en raison de productions inférieures aux attentes en Inde et au Brésil et des inondations au Pakistan

Source : DataInsight

### 1- Prix de l'ensemble des matières premières alimentaires importées



Source : insee

La hausse se diffuse très rapidement, en moins d'un trimestre, aux prix de production agricoles. Cette hausse des prix agricoles se transmet ensuite au bout d'un trimestre supplémentaire aux prix de production de l'industrie agro-alimentaire. Elle se diffuse encore un trimestre plus tard aux prix à la consommation de l'alimentation.

Au total, la diffusion de la hausse des cours des matières premières alimentaires importées se transmet donc aux prix à la consommation avec deux à trois trimestres de retard (cf. tableau 2).

la consommation, en écart à un scénario de référence où les cours des matières premières alimentaires se seraient stabilisés à leur niveau de fin 2009. Depuis début 2010, la hausse des prix alimentaires a contribué à 0,13 point d'inflation. Les hausses les plus récentes, notamment à l'été, contribueraient pour 0,25 point supplémentaire à l'horizon de mi-2011 (cf. tableau 3). ■

## La hausse des prix des matières premières alimentaires depuis début 2010 contribuerait à une hausse de 0,4 point des prix à la consommation mi-2011

Pour quantifier l'impact de la hausse des cours des matières premières alimentaires importées depuis début 2010, on détermine la contribution de ces hausses à l'évolution des prix à

**Tableau 2 - Diffusion des hausses de cours des matières premières alimentaires**

Hausse des cours des matières premières alimentaires	Délai minimum de transmission à chaque étape
Prix agricoles	immédiat ou 1 trimestre
Prix à la production de l'industrie agro-alimentaire	1 trimestre
Prix à la consommation dans l'alimentation	1 trimestre
Délai minimum total de transmission aux prix à la consommation	2 à 3 trimestres

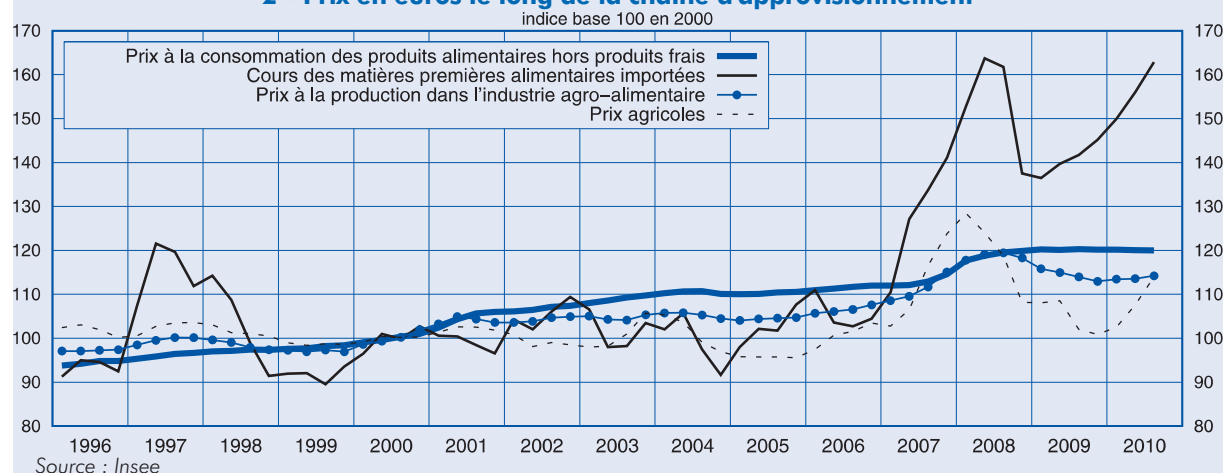
**Tableau 3 - Effet estimé de la hausse des cours des matières premières importées sur l'indice des prix à la consommation**

Impact des variations des cours des matières premières agricoles importées depuis début 2010	2010				2011		Total estimé
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	
Inflation des prix à la production des industries agro-alimentaires	0,3	1,0	1,5	0,8	0,5	0,3	4,5
Inflation alimentation hors produits frais (14,3%)	0,1	0,3	0,6	0,6	0,6	0,5	2,7
Inflation totale	0,01	0,04	0,08	0,09	0,09	0,08	0,4

Note de lecture : au deuxième trimestre 2010, le taux de croissance trimestriel des prix de production des industries agro-alimentaires se situerait 1,0 point de pourcentage au-dessus du niveau qu'il aurait atteint si les cours des matières premières alimentaires importées étaient restés constants à partir du premier trimestre 2010.

Source : Insee, estimations Insee

## 2 - Prix en euros le long de la chaîne d'approvisionnement



# Emploi

À l'horizon de la prévision, les secteurs marchands non agricoles continueraient de créer des emplois, dans le sillage de la hausse de l'activité. Le rythme des créations d'emplois serait similaire à celui observé début 2010 : 51 000 emplois marchands seraient créés au second semestre 2010, puis 50 000 au premier semestre 2011. Au total, sur l'année 2010, les créations d'emplois marchands s'élèveraient à 106 000.

Dans les secteurs non marchands, l'emploi progresserait peu au second semestre 2010. Globalement sur l'ensemble de l'année 2010, l'emploi non marchand resterait en hausse (+57 000 postes) mais serait moins dynamique qu'en 2009 (+88 000). Il diminuerait au premier semestre 2011. En effet, le nombre d'entrées dans les dispositifs de contrats aidés baisserait progressivement.

Au total, 173 000 emplois marchands et non marchands seraient créés sur l'ensemble de l'année 2010 et 41 000 au premier semestre 2011.

## L'emploi des secteurs marchands serait en hausse en 2010 et début 2011

Au premier semestre 2010, l'emploi marchand s'est redressé (+0,3 % soit +55 000 postes) après sept trimestres de repli (cf. tableau 1, graphiques 1, 2 et 3) : 567 000 postes avaient été détruits dans

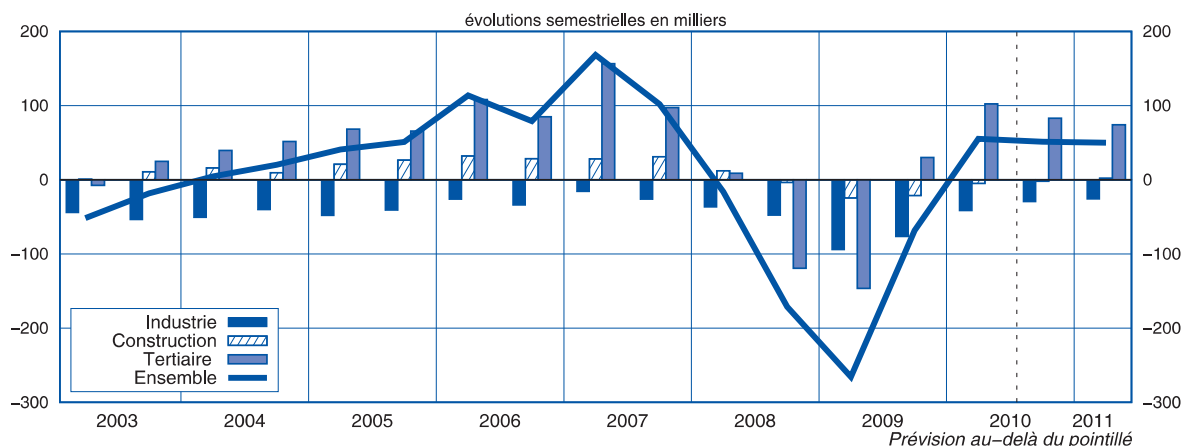
les secteurs marchands entre le deuxième trimestre 2008 et le quatrième trimestre 2009. L'emploi salarié marchand augmenterait de 51 000 postes au second semestre 2010 puis de 50 000 postes au premier semestre 2011. Il reviendrait ainsi mi-2011 à son niveau de début 2009 (cf. graphique 3). Pendant la crise, au regard de la baisse de l'activité, l'emploi s'est ajusté moins fortement qu'envisagé : s'il s'était ajusté comme par le passé, les secteurs marchands auraient supprimé davantage d'emplois (cf. dossier). De même, la reprise de l'emploi au premier semestre 2010 a été plus rapide qu'attendu. En prévision, ce relatif dynamisme de l'emploi se poursuivrait un peu plus que ce que laisserait attendre une simulation sur la base des comportements passés (cf. graphique 1).

## Les pertes d'emploi dans l'industrie ralentissent

L'emploi industriel baisse tendanciellement depuis le début des années 2000. Entre 2002 et 2008, l'industrie a perdu environ 80 000 emplois par an (cf. graphique 4). La crise a nettement accentué cette baisse : 171 000 emplois ont été détruits dans ce secteur en 2009, contre 85 000 en 2008. Depuis début 2010, les pertes d'emploi dans l'industrie retrouvent un rythme proche de celui d'avant la crise (-42 000 postes au premier semestre). L'amélioration de la conjoncture dans l'industrie se

(1) Les intérimaires sont comptabilisés dans le secteur tertiaire même s'ils effectuent une mission dans l'industrie ou la construction (cf. infra)

1 - Evolution de l'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles



Source : Insee



voit également dans l'évolution du nombre d'intérimaires en mission dans ce secteur <sup>(1)</sup>. L'intérim industriel progresse ainsi depuis le début de l'année 2009 : 75 000 emplois ont été créés entre le premier trimestre 2009 et le deuxième trimestre 2010, dont 39 000 au premier semestre 2010.

En prévision, l'emploi industriel continuerait de baisser fin 2010 (-30 000 au second semestre) et début 2011 (-26 000 au premier semestre). Sur l'année 2010, le secteur de l'industrie perdrait nettement moins d'emplois qu'en 2009 : - 72 000 après -171 000.

## Pas de reprise nette dans la construction

Dans la construction, la baisse de l'emploi a commencé plus tardivement que dans les autres secteurs, fin 2008. Après s'être fortement contracté au cours de l'année 2009 (-46 000 emplois, soit -3,1 %), l'emploi dans la construction reste en baisse au premier semestre 2010 (-0,4 %).

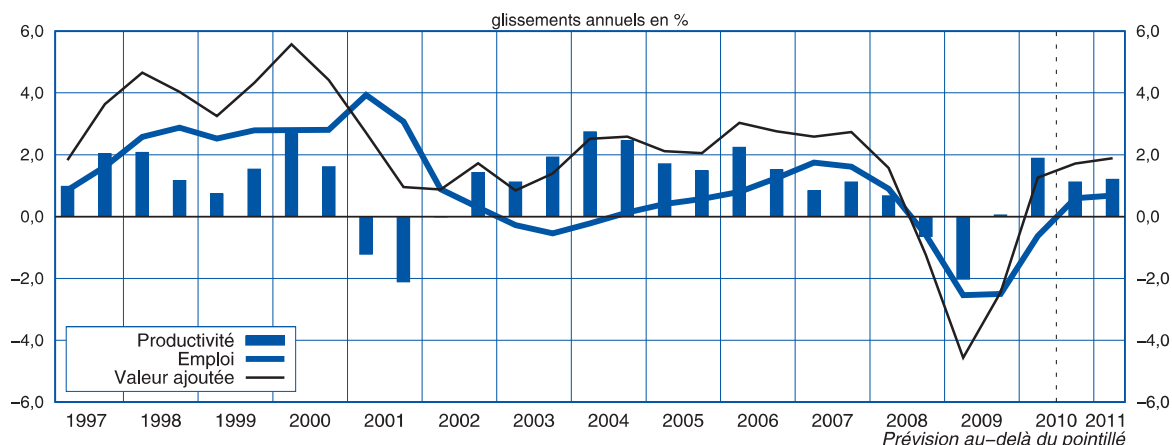
En prévision, l'emploi commencerait à se redresser dans la construction au premier semestre 2011 (+2 000 après -2 000 au second semestre 2010). En 2010, 7 000 emplois seraient détruits dans ce secteur, après 46 000 en 2009.

## Porté par l'intérim, le tertiaire marchand serait dynamique en 2010

L'emploi intérimaire est rattaché au secteur tertiaire indépendamment du secteur dans lequel sont réalisées les missions d'intérim. Grâce à la reprise de l'intérim, le secteur tertiaire a ainsi été le premier secteur à créer de nouveau des emplois, fin 2009.

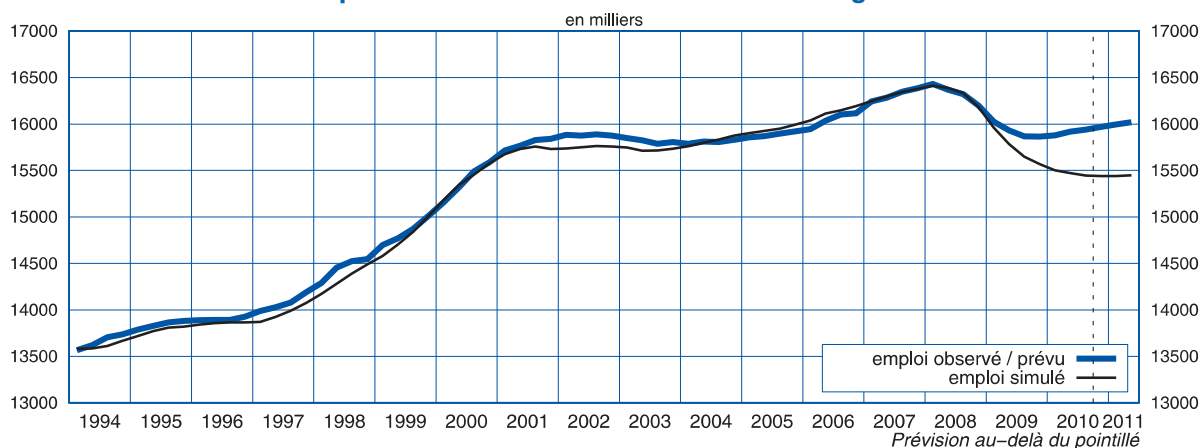
Au premier semestre 2010, le rythme des créations d'emplois dans le secteur tertiaire s'est nettement accéléré (+102 000 postes après +30 000 au second semestre 2009). Cette hausse provient de la hausse de l'intérim (+57 000), mais aussi pour partie du redressement de l'emploi tertiaire hors intérim (+46 000).

## 2 - Emploi salarié et valeur ajoutée des secteurs marchands non agricoles



Source : Insee

## 3 - Emploi salarié des secteurs marchands non agricoles



Source : Insee

À l'horizon de la prévision, le tertiaire marchand serait un peu moins dynamique (+83 000 postes au second semestre 2010 puis +74 000 postes au premier semestre 2011). En particulier, l'intérim ralentirait (+37 000 postes au second semestre 2010 puis +10 000 au premier semestre 2011, après +57 000 au premier semestre 2010).

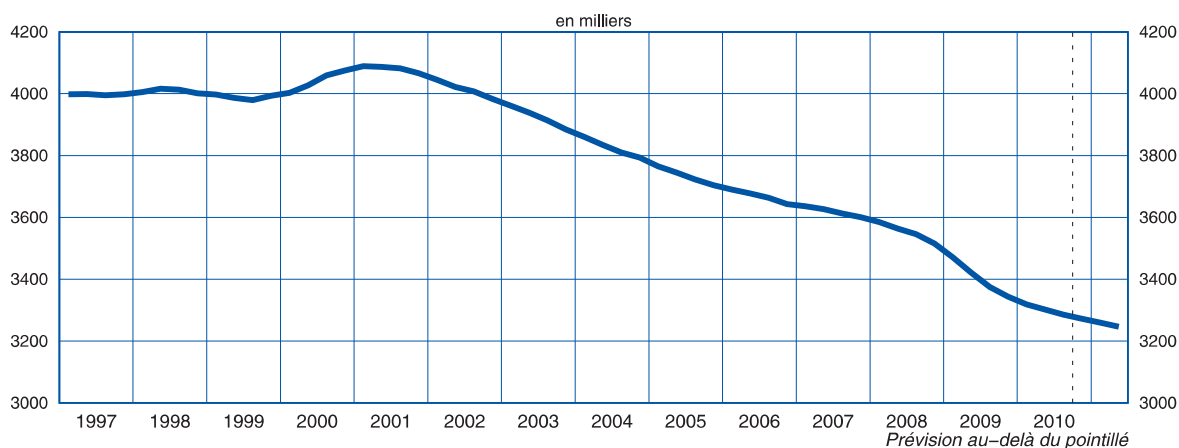
### La baisse du nombre de bénéficiaires de contrats aidés pèserait sur l'emploi non marchand dès le deuxième semestre 2010

En 2010, 57 000 emplois seraient créés dans le secteur non marchand, après une année 2009 très dynamique (+88 000). Ce ralentissement provient essentiellement de l'évolution des contrats aidés. En effet, les entrées programmées en contrat unique d'insertion non-marchand (CUI-CAE), qui remplace désormais le contrat d'accompagnement vers l'emploi (CAE) et le contrat d'avenir (CAV), se stabilisent au second semestre 2010. Le nombre d'entrées prévues pour 2011 est plus

faible qu'en 2010 (340 000 entrées prévues en 2011 pour la France entière contre 400 000 entrées en 2010). Le nombre de bénéficiaires de ce contrat ralentirait donc au second semestre 2010, puis diminuerait fortement au premier semestre 2011 (-41 000, cf. tableau 2).

Au total, après une hausse au premier semestre 2010 (+42 000), l'emploi dans le secteur non marchand progresserait moins rapidement au deuxième semestre 2010 (+15 000), puis il diminuerait début 2011 (-14 000 au premier semestre 2011).■

#### 4 - Emploi salarié dans l'industrie



Source : Insee

**Tableau 1**

## Evolution de l'emploi

	Créations d'emploi sur la période (en milliers) CVS					Évolution de l'emploi sur la période (en %) CVS					Niveau en fin de période (en milliers) CVS				
	2009	2010	2010 S1	2010 S2	2011 S1	2009	2010	2010 S1	2010 S2	2011 S1	2009	2010	2010 S1	2010 S2	2011 S1
<b>Salariés du secteur concurrentiel = (1) + (2)</b>	-285	154	70	84	68	-1,6	0,9	0,4	0,5	0,4	17733	17887	17803	17887	17955
<b>Secteurs principalement non marchands (1) (établissements privés seulement)</b>	48	47	15	33	18	2,7	2,5	0,8	1,7	0,9	1871	1918	1885	1918	1936
<b>Secteurs principalement marchands non agricoles (2) dont :</b>	-334	106	55	51	50	-2,1	0,7	0,3	0,3	0,3	15863	15969	15918	15969	16019
Industrie dont :	-171	-72	-42	-30	-26	-4,9	-2,1	-1,3	-0,9	-0,8	3344	3272	3302	3272	3246
Industrie manufacturière	-178	-71	-43	-28	-23	-5,7	-2,4	-1,5	-0,9	-0,8	2970	2900	2927	2900	2877
Construction	-46	-7	-5	-2	2	-3,1	-0,5	-0,4	-0,2	0,1	1438	1431	1433	1431	1433
Tertiaire essentiellement marchand	-116	185	102	83	74	-1,0	1,7	0,9	0,7	0,7	11081	11266	11183	11266	11340
dont commerce	-44	14	3	11	18	-1,5	0,5	0,1	0,4	0,6	2965	2980	2969	2980	2998
Services marchands (y compris intérim)	-73	171	99	72	56	-0,9	2,1	1,2	0,9	0,7	8116	8287	8215	8287	8343

	Créations d'emploi sur la période (en milliers)					Évolution de l'emploi sur la période (en %)				
	2009	2010	2010 S1	2010 S2	2011 S1	2009	2010	2010 S1	2010 S2	2011 S1
<b>Secteurs principalement marchands non agricoles</b>	-334	106	55	51	50	-2,1	0,7	0,3	0,3	0,3
<b>Salariés agricoles</b>	-3	-10	-5	-5	-5	-1,1	-4,5	-2,2	-2,3	-2,3
<b>Tertiaire principalement non marchand (y compris établissements privés)</b>	88	57	42	15	-14	1,2	0,8	0,6	0,2	-0,2
<b>Non-salariés</b>	20	20	10	10	10	0,8	0,8	0,4	0,4	0,4
<b>EMPLOI TOTAL</b>	-229	173	103	71	41	-0,9	0,7	0,4	0,3	0,2

**Prévision**

Note de lecture : 68 000 emplois seraient créés dans le secteur concurrentiel durant le premier semestre 2011. Cela correspond à une hausse de 0,4 % sur le semestre. Ce secteur comprendrait au 30 juin 2011, 17 955 000 salariés.

(1) Secteurs OQ privé

(2) Secteurs DE à MN + RU

Source : Insee

**Tableau 2**

## Variation du nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans le secteur non-marchand

En milliers

	2008	2009	2010 S1	2010 S2	2010	2011 S1
Contrats Emploi Consolidé	-1	0	0	0	0	0
Contrat Unique d'Insertion (CUI-CAE : remplace CAE+CAV au 01/01/10)	-	-	184	68	252	-41
Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE)	-48	70	-82	-67	-149	-3
Contrats d'Avenir (CAV)	-10	-10	-46	-22	-68	0
Contrats Emploi-jeunes	-4	-3	-1	-1	-2	0
<b>Total</b>	<b>-63</b>	<b>57</b>	<b>55</b>	<b>-21</b>	<b>33</b>	<b>-45</b>

**Prévision**

Note : Y compris avenants de reconduction.

Champ : France métropolitaine

Source : Dares, calculs Insee

# Chômage

Au troisième trimestre 2010, le taux de chômage s'est établi à 9,3 % de la population active en France métropolitaine (9,7 % y compris Dom). Jusqu'à mi-2011, le taux de chômage serait en légère baisse. En effet, l'emploi continuerait de progresser, dans le sillage de la croissance de l'activité. Le taux de chômage s'établirait à 9,1 % en moyenne en France métropolitaine mi-2011 (9,5 % y compris Dom).

## Le taux de chômage s'est établi à 9,3 % de la population active au troisième trimestre 2010

En France métropolitaine, le chômage a fortement augmenté entre mi-2008 et fin 2009, jusqu'à atteindre 9,6 %. Le taux de chômage a légèrement baissé au premier semestre 2010, pour se stabiliser au troisième trimestre 2010 à un niveau toujours élevé (cf. graphique) : 9,3 % des actifs de France métropolitaine sont actuellement sans emploi, soit 2,6 millions de personnes.

## Stabilisation du taux de chômage chez les jeunes de moins de 30 ans

Le taux de chômage des actifs de 15 à 29 ans est globalement stable depuis la mi-2009. Au troisième trimestre 2010, il s'établit à 17,5 % de la po-

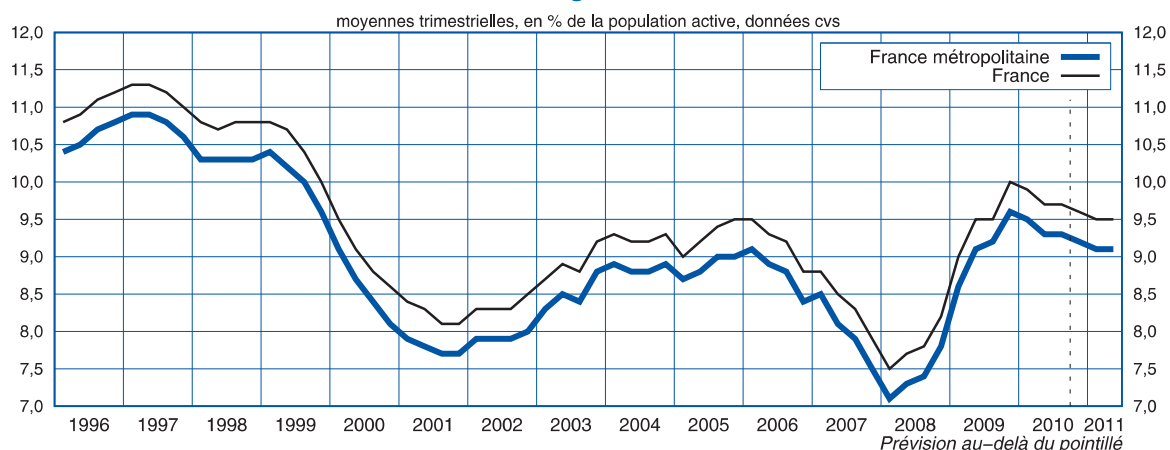
pulation active. Dans cette population, le taux de chômage des femmes augmente de 0,3 point alors que celui des hommes baisse de 0,8 point. Le taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans est plus volatil : cette population est très sensible à la conjoncture, et les transitions entre activité et inactivité ont un fort impact sur le taux de chômage, rapporté à la population active. La part des chômeurs dans la population des 15-24 ans est stable à 8,5 %, et en légère augmentation pour les femmes. Chez les personnes de 25 à 49 ans, le chômage a baissé depuis fin 2009, de 8,7 % à 8,3 % au troisième trimestre 2010. Le taux de chômage des actifs de plus de 50 ans semble se stabiliser depuis la mi-2009 et s'établit à 6,4 % de la population active.

## Légère baisse du chômage d'ici la mi-2011

À l'horizon de la prévision, le taux de chômage baisserait légèrement (cf. graphique). Il s'établirait à 9,1 % de la population active en France métropolitaine (9,5 % y compris Dom) à la fin du deuxième trimestre 2011.

L'emploi progresserait, dans le sillage de la hausse de l'activité (cf. fiche « Emploi ») : 35 000 emplois seraient créés au quatrième trimestre 2010, puis 50 000 au premier semestre 2011. L'augmentation de la population active serait moindre.

### Taux de chômage au sens du BIT



France = France métropolitaine+Dom  
Champ : Population des ménages, personnes de 15 ans ou plus  
Source : Insee, enquête Emploi

La population active progresserait légèrement. En effet, la composante purement démographique de la population active, qui reflète les évolutions de la population et l'évolution structurelle des comportements d'activité, resterait positive mais s'atténuerait nettement : +45 000 personnes en 2010, après +76 000 personnes en 2009 (cf. tableau). Ce ralentissement tient à un effet de structure : la hausse du nombre de personnes en âge de travailler est aujourd'hui tirée par les seniors (55-64 ans), dont le taux d'activité est inférieur à celui des plus jeunes.

Par ailleurs, la reprise de l'activité influencerait peu sur la décision des personnes d'entrer sur le marché du travail début 2011 (effets de « flexion », cf. glossaire). Enfin, parmi les politiques publiques, la suppression progressive de la dispense de recherche d'emploi soutiendrait la population active. Celle-ci croîtrait de +18 000 personnes au premier semestre 2011. ■

## Évolutions de la population active, de l'emploi et du chômage en France métropolitaine

en moyenne trimestrielle, en milliers

	2008 T4	2009 T1	2009 T2	2009 T3	2009 T4	2010 T1	2010 T2	2010 T3	2010 T4	2011 T1	2011 T2	2008	2009	2010	2011 S1
	Variations trimestrielles											Variations trimestrielles			
Population des 15-64 ans	32	31	30	30	30	8	-7	-19	-25	-27	-27	140	122	-42	-54
Population des 15-59 ans	-30	-29	-28	-27	-27	-23	-20	-19	-20	-22	-25	-109	-111	-83	-47
<b>Population active</b>	<b>50</b>	<b>103</b>	<b>50</b>	<b>-57</b>	<b>132</b>	<b>2</b>	<b>-2</b>	<b>48</b>	<b>18</b>	<b>11</b>	<b>7</b>	<b>30</b>	<b>229</b>	<b>66</b>	<b>18</b>
dont :															
(a) Contribution de la population et du taux d'activité tendanciel	11	15	19	22	20	16	10	10	10	4	0	29	76	45	4
(b) Effets de flexion estimés	-3	-6	-5	-3	-1	2	3	3	3	3	2	0	-14	11	5
(c) Effets estimés des politiques publiques	-3	4	6	1	7	6	5	1	6	5	4	-12	17	17	9
(d) Autres fluctuations de court terme (résidu)	46	90	30	-77	106	-21	-20	34	0	0	0	14	149	-7	0
<b>Emploi</b>	<b>-75</b>	<b>-134</b>	<b>-114</b>	<b>-51</b>	<b>-1</b>	<b>35</b>	<b>51</b>	<b>48</b>	<b>35</b>	<b>30</b>	<b>20</b>	<b>-61</b>	<b>-299</b>	<b>169</b>	<b>51</b>
Rappel : Emploi en fin de période (cf. fiche « Emploi »)	-112	-157	-71	-30	29	41	62	34	37	24	17	-142	-229	173	41
<b>Chômage BIT</b>	<b>125</b>	<b>238</b>	<b>164</b>	<b>-6</b>	<b>133</b>	<b>-33</b>	<b>-53</b>	<b>0</b>	<b>-17</b>	<b>-19</b>	<b>-14</b>	<b>91</b>	<b>528</b>	<b>-103</b>	<b>-33</b>
	Moyenne trimestrielle											Moyenne au dernier trimestre de la période			
<b>Taux de chômage BIT (%)</b>															
France métropolitaine	7,8	8,6	9,1	9,2	9,6	9,5	9,3	9,3	9,2	9,1	9,1	7,8	9,6	9,2	9,1
France (y compris Dom)	8,2	9,0	9,5	9,5	10,0	9,9	9,7	9,7	9,6	9,5	9,5	8,2	10,0	9,6	9,5

Prévision

Note de lecture : emploi et chômage ne sont pas ici estimés sur des champs strictement équivalents : population totale pour l'emploi, population des ménages (hors collectivités) pour le chômage. L'impact de cette différence de champ étant très faible (la population hors ménages représente moins de 1 % de la population active), elle est négligée ici pour l'exercice de prévision du chômage.

Source : Insee

# Salaires

En 2010, le salaire mensuel de base (SMB) ralentirait légèrement en termes nominaux (+1,8 %, après +2,2 % en 2009). L'inflation soutiendrait le SMB, mais il serait freiné par le niveau encore élevé du chômage. A contrario, le salaire moyen par tête (SMPT) nominal accélérerait en 2010 (+2,9 % après +1,3 % en 2009), car la forte diminution des primes du début 2009 ne s'est pas reproduite en 2010. Au premier semestre 2011, les salaires resteraient dynamiques, dans le sillage de l'inflation. Les acquis de croissance à l'issue du deuxième trimestre atteindraient +1,8 % pour le SMB et +1,7 % pour le SMPT.

En termes réels, le SMB ralentirait fortement en 2010 (+0,6 % en 2010 après +2,8 % en 2009), compte tenu de la nette remontée de l'inflation. Ce ralentissement serait moins marqué sur le SMPT (+1,7 % après +1,9 % en 2009). Début 2011, les salaires réels augmenteraient légèrement : à la fin du deuxième trimestre, l'acquis de croissance serait de +0,7 % pour le SMB et de +0,6 % pour le SMPT.

Dans les administrations publiques, le salaire moyen par tête nominal décélérerait en 2010 (+1,8 % contre +2,0 % en 2009). Ce ralentissement serait plus marqué en termes réels (+0,6 % après +2,6 % en 2009).

## Ralentissement du salaire mensuel de base en 2010...

En 2010, le salaire mensuel de base (SMB) nominal serait moins dynamique qu'en 2009 (+1,8 % après +2,2 %). Tout d'abord, le niveau du chômage, toujours élevé, pèserait sur les salaires. En outre, ceux-ci étant partiellement déterminés par l'inflation passée, la nette décélération des prix en 2009 a freiné leur progression début 2010. En particulier, la revalorisation du Smic au 1<sup>er</sup> janvier 2010, fondée sur l'inflation constatée en 2009, a été limitée à +0,5 %.

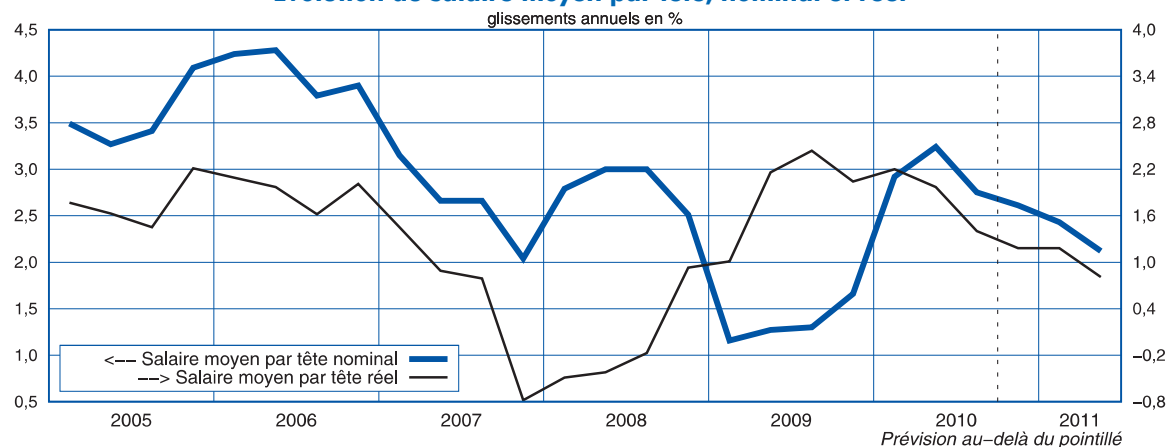
## ...mais accélération du salaire moyen par tête.

À l'inverse, le salaire moyen par tête (SMPT) accélérerait nettement en 2010 (+2,9 % contre +1,3 % en 2009). Cette accélération s'explique notamment par la forte baisse des primes de résultats dans le tertiaire au premier trimestre 2009 qui a laissé place, début 2010, à des hausses plus usuelles, en lien avec le rebond de l'activité.

## En termes réels, en 2010, un ralentissement plus marqué pour le SMB que pour le SMPT

En termes réels, le SMB ralentirait nettement en 2010. Le SMB nominal serait moins dynamique

Évolution du salaire moyen par tête, nominal et réel



Champ : secteur marchand non agricole  
Source : Dares, Insee

qu'en 2009 et l'inflation remonterait fortement en

2010, principalement au premier semestre. Ainsi, la croissance du SMB réel serait faible (+0,6 % après +2,8 % en 2009). En revanche, le SMPT réel croîtrait quasiment au même rythme qu'en 2009 (+1,7 % en 2010 après +1,9 % en 2009) : le regain d'inflation serait compensé par l'accélération du SMPT nominal.

### Début 2011, la croissance des salaires serait soutenue

Au premier semestre 2011, les salaires nominaux resteraient dynamiques, suivant le profil de l'inflation. La revalorisation du Smic au 1<sup>er</sup> janvier serait par ailleurs plus importante que celle de l'année passée (+1,6 %, contre +0,5 % au 1<sup>er</sup> janvier 2010). Cependant, en termes réels, les salaires (SMB et SMPT) progresseraient modérément au premier semestre : la situation du marché du travail crée un contexte peu favorable à des hausses de salaires.

Les acquis de croissance à l'issue du deuxième trimestre 2011 seraient de +1,8 % pour le SMB, et +1,7 % pour le SMPT. En termes réels, ils seraient de +0,7 % pour le SMB réel, et de +0,6 % pour le SMPT réel.

### Les salaires ralentiraient en 2010 dans les administrations publiques

Dans la Fonction publique, le point d'indice a été revalorisé de +0,5 % au 1<sup>er</sup> juillet 2010, mais l'indice minimum de la Fonction publique ne devrait pas progresser cette année. En outre, le dispositif de prime de Garantie individuelle du pouvoir d'a-

chat (GIPA)<sup>(1)</sup> serait reconduit en fin d'année, mais de façon plus restreinte qu'en 2009. Au total, le SMPT des administrations publiques augmenterait un peu moins vite en 2010 qu'en 2009 (+1,8 % après +2,0 %) ; en termes réels, le ralentissement serait bien plus marqué (+0,6 % après +2,6 %) compte tenu du regain d'inflation en 2010.

En 2011, le ralentissement du SMPT des administrations publiques s'accentuerait : l'acquis de croissance à l'issue du deuxième trimestre serait de +1,0 % pour le SMPT nominal et de -0,1 % pour le SMPT réel. ■

(1) La garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA) 2010 est une indemnité qui concerne les fonctionnaires et les agents de l'État qui ont subi une perte de pouvoir d'achat entre 2005 et 2009. En 2010, la GIPA ne sera versée qu'aux seuls fonctionnaires bloqués au sommet d'un grade pendant quatre années au moins, de 2005 à 2009, et aux retraités de 2010 l'ayant perçue en 2008 et 2009.

### Évolution du salaire mensuel de base (SMB) et du salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur marchand non agricole et dans les administrations publiques

évolutions en %

Données CVS	Taux de croissance trimestriels						Moyennes annuelles		
	2010				2011		2009	2010	2011 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Salaire mensuel de base (SMB)	0,4	0,5	0,3	0,6	0,6	0,6	2,2	1,8	1,8
Salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur marchand non agricole (SMNA)	0,9	0,9	0,3	0,5	0,6	0,5	1,3	2,9	1,7
Salaire moyen par tête dans les administrations publiques (APU)	-	-	-	-	-	-	2,0	1,8	1,0
Prix de la consommation des ménages (comptes nationaux trimestriels)	0,6	0,3	0,2	0,4	0,4	0,4	-0,6	1,2	1,1
SMB réel	-0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	2,8	0,6	0,7
SMPT réel (SMNA)	0,3	0,6	0,1	0,1	0,2	0,1	1,9	1,7	0,6
SMPT réel (APU)	-	-	-	-	-	-	2,6	0,6	-0,1

■ Prévision

Source : Dares, Insee

### SMB et SMPT, deux indicateurs de salaires utilisés dans la Note de conjoncture

#### **Le salaire mensuel de base (SMB) : la rémunération du travail, à structure constante**

L'évolution du salaire mensuel de base (SMB) reflète la variation moyenne des salaires, à structure de qualification constante. Cet indice est estimé à partir de l'enquête trimestrielle ACEMO de la Dares (enquête sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre). Cette enquête concerne chaque trimestre 20 000 à 30 000 établissements ou entreprises de 10 salariés ou plus du secteur concurrentiel non agricole. Le SMB est relevé pour 16 catégories professionnelles. Chaque établissement ou entreprise déclare le salaire de base d'un poste de travail considéré comme représentatif d'une catégorie professionnelle. Ce poste de travail est suivi au fil des enquêtes. Le SMB exclut les primes et les gratifications de toute nature, ainsi que la rémunération des heures supplémentaires.

#### **Le salaire moyen par tête (SMPT) : le revenu versé par l'ensemble des entreprises**

L'évolution du salaire moyen par tête (SMPT), tel qu'il est calculé par les Comptables nationaux, reflète celle des salaires versés par l'ensemble des entreprises. Cet indicateur résulte de la comparaison des évolutions de la masse salariale totale et du nombre de salariés, qui sont toutes deux mesurées à partir de sources exhaustives (données fiscales auprès des entreprises). Par rapport au SMB, il prend notamment en compte les très petites entreprises, et intègre les effets de structure (évolution des qualifications, de la part du temps partiel), conjoncturels (niveau des heures supplémentaires) et saisonniers (primes). ■



# Revenus des ménages

En 2010, le pouvoir d'achat des ménages progresserait à un rythme légèrement moins soutenu qu'en 2009 (+1,4 % après +1,6 %). Ce ralentissement résulterait du rebond des prix à la consommation (+1,2 % après -0,6 %). A contrario, le revenu disponible brut (RDB) des ménages accélérerait (+2,6 % après +1,1 % en 2009), porté par les revenus d'activité. Avec l'extinction des mesures de relance, les prestations sociales ralentiraient et les impôts croîtraient de nouveau.

Au premier semestre 2011, le pouvoir d'achat des ménages décélérerait (+0,9 % après +1,2 % au second semestre 2010). Les revenus d'activité augmenteraient comme au semestre précédent, mais les impôts seraient plus dynamiques, en particulier l'impôt sur le revenu, conséquence de la meilleure tenue des revenus en 2010.

## Les revenus d'activité poursuivraient leur progression jusqu'à mi-2011

En 2010, les revenus d'activité perçus par les ménages augmenteraient de 2,2 %, après s'être repliés en 2009 (cf. tableau 1) sous l'effet de la crise (-0,5 %). D'une part, la masse salariale reçue par les ménages accélérerait nettement (+2,3 % après +0,0 % en 2009 ; cf. tableau 2), soutenue par la reprise de l'emploi salarié et par le dynamisme des salaires versés dans les secteurs marchands (cf. graphique 1). D'autre part, l'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels repartirait à la hausse en 2010 (+1,7 % après -3,9 % en 2009). Par ailleurs, les revenus nets de la propriété se redresseraient (+1,9 % après -0,8 % en 2009), en lien notamment avec la baisse des taux d'intérêt sur les crédits. Enfin l'excédent brut d'exploitation des ménages purs (cf. glossaire) progresserait à nouveau (+3,9 % après -2,1 % en 2009).

Tableau 1

### Revenu disponible brut des ménages

évolution en %

	Moyennes semestrielles					Moyennes annuelles		
	2009		2010		2011	2008	2009	2010
	S1	S2	S1	S2	S1			
<b>Revenu disponible brut (RDB) (100 %)</b>	<b>0,4</b>	<b>1,1</b>	<b>1,2</b>	<b>1,7</b>	<b>1,6</b>	<b>3,2</b>	<b>1,1</b>	<b>2,6</b>
dont :								
Revenus d'activité (67 %)	-0,9	0,3	1,5	1,1	1,0	2,8	-0,5	2,2
<i>Masse salariale brute (58 %)</i>	-0,6	0,6	1,5	1,1	1,0	3,1	0,0	2,3
<i>EBE des entrepreneurs individuels<sup>(1)</sup> (9 %)</i>	-2,6	-1,3	1,7	1,4	0,7	1,4	-3,9	1,7
Prestations sociales en espèces (31 %)	3,0	2,2	1,1	1,4	1,4	3,5	5,3	2,9
EBE des ménages purs (13 %)	-2,1	0,0	2,9	2,0	2,1	5,0	-2,1	3,9
Revenus de la propriété (10 %)	-1,0	-0,3	0,9	2,4	3,0	4,4	-0,8	1,9
Prélèvements sociaux et fiscaux (-22 %)	-2,8	-1,3	3,1	0,1	0,7	3,8	-1,8	2,5
<i>Cotisations des salariés (-8 %)</i>	0,2	1,3	1,1	0,6	1,2	1,5	1,2	2,1
<i>Cotisations des non-salariés (-2 %)</i>	1,7	0,6	1,3	2,1	1,2	6,0	2,9	2,7
<i>Impôts sur le revenu et le patrimoine (y compris CSG et CRDS) (-12 %)</i>	-5,2	-3,2	4,8	-0,5	0,2	5,0	-4,4	2,7
Revenus hors impôts	-0,3	0,6	1,5	1,4	1,4	3,4	0,4	2,6
<b>Prix de la consommation des ménages (comptes nationaux trimestriels)</b>	<b>-0,9</b>	<b>0,1</b>	<b>0,9</b>	<b>0,5</b>	<b>0,6</b>	<b>2,9</b>	<b>-0,6</b>	<b>1,2</b>
<b>Pouvoir d'achat du RDB</b>	<b>1,3</b>	<b>1,0</b>	<b>0,3</b>	<b>1,2</b>	<b>0,9</b>	<b>0,3</b>	<b>1,6</b>	<b>1,4</b>

Prévision

Note : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2009.

Source : Insee

Début 2011, les revenus d'activité resteraient dynamiques (+1,0 % au premier semestre après +1,1 % au second semestre 2010). La masse salariale reçue par les ménages croîtrait au même rythme qu'au semestre précédent (+1,0 %). L'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels ralentirait (+0,7 %) par rapport au second semestre 2010. En revanche, les revenus de la propriété continueraient d'accélérer (+3,0 % après +2,4 % au second semestre 2010).

## Des prestations sociales toujours dynamiques début 2011

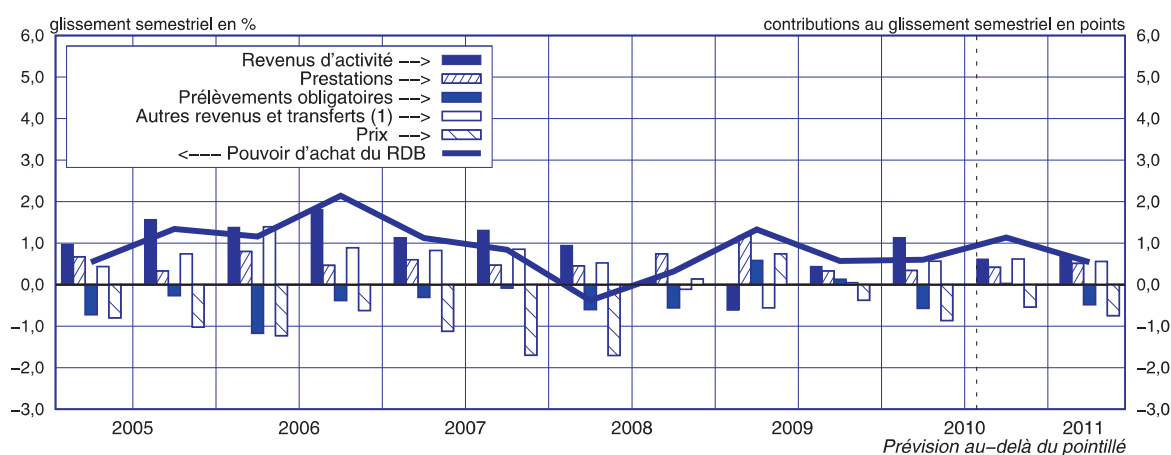
En 2010, les prestations sociales perçues par les ménages ralentiraient après une année 2009 particulièrement dynamique (+2,9 % après +5,3 % en 2009, cf. tableau 3). Les prestations d'assistance sociale reculeraient (-0,9 % après +12,4 %), car les mesures prises dans le cadre du plan de relance en 2009<sup>(1)</sup> n'ont pas été reconduites en

2010. En outre, les prestations de Sécurité sociale décélèreraient en 2010 (+3,4 % après +5,2 % en 2009).

Au premier semestre 2011, les prestations sociales évolueraient au même rythme qu'au second semestre 2010 (+1,4 %). Les prestations d'assistance sociale continueraient de progresser (allocation de solidarité spécifique ou revenu de solidarité active). Les prestations de sécurité sociale seraient soutenues par le dynamisme des prestations vieillesse et la revalorisation prévue des prestations familiales, absente en 2010. A contrario, les prestations de chômage baisseraient.

(1) Deux primes exceptionnelles avaient été créées : la prime de solidarité active et une prime aux bénéficiaires de l'allocation de rentrée scolaire.

## 1 - Pouvoir d'achat du revenu disponible et contributions



(1) EBE des ménages purs, revenus de la propriété et transferts courants  
Source : Insee

**Tableau 2**  
**De la masse salariale des entreprises non financières à celle reçue par les ménages**

	évolution en %							
	Moyennes semestrielles					Moyennes annuelles		
	2009		2010		2011	2008	2009	2010
	S1	S2	S1	S2	S1			
Entreprises non financières (ENF) (67 %)	-1,8	0,3	1,5	1,4	1,2	3,6	-1,4	2,4
<i>dont : salaire moyen par tête</i>	-0,2	1,4	1,5	1,0	0,9	3,2	1,2	2,7
Entreprises financières (5 %)	4,8	0,1	4,6	1,4	1,9	-1,2	4,3	5,4
Administrations publiques (23 %)	1,2	1,3	0,7	0,2	0,3	1,9	2,4	1,5
Ménages hors entrepreneurs individuels (2 %)	1,6	1,5	1,8	0,0	1,0	7,6	4,0	2,6
<b>Masse salariale brute reçue par les ménages (100 %)</b>	<b>-0,6</b>	<b>0,6</b>	<b>1,5</b>	<b>1,1</b>	<b>1,0</b>	<b>3,1</b>	<b>0,0</b>	<b>2,3</b>
<i>dont : secteurs concurrentiels non agricoles</i>	-1,6	0,2	1,7	1,4	1,3	3,3	-1,3	2,5

■ Préviation  
Note : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2009.  
Source : Insee

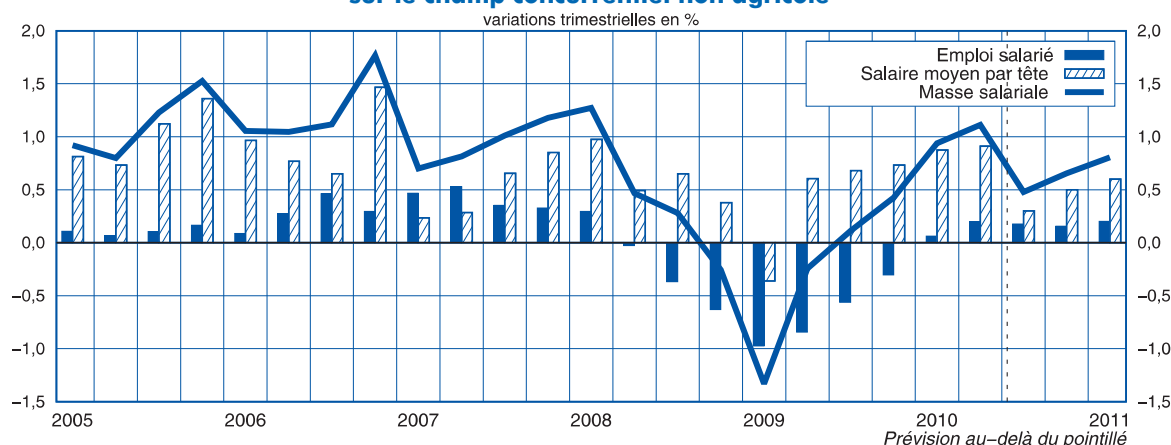
## Les prélèvements obligatoires accélèreraient à l'horizon de la prévision

Les prélèvements obligatoires versés par les ménages repartiraient à la hausse en 2010 (+2,5 % contre -1,8 % en 2009) en raison notamment du rebond des impôts (+2,7 % après -4,4 % en 2009). Concentrée sur le premier semestre, cette progression s'expliquerait principalement par la non-reconduction en 2010 des allègements octroyés dans le cadre du plan de relance de 2009. Au second semestre 2010, l'impôt sur le revenu ralentirait, en lien avec la baisse des revenus de 2009 (-0,5 %). Les cotisations salariales accélèreraient également en 2010 (+2,1 % après +1,2 % en 2009), suivant le profil de la masse salariale.

Parallèlement, les cotisations versées par les non-salariés augmenteraient à un rythme proche de celui de 2009 (+2,7 % après +2,9 %).

Au premier semestre 2011, les prélèvements obligatoires accélèreraient (+0,7 % après +0,1 % au second semestre 2010). Les impôts versés par les ménages croîtraient à nouveau (+0,2 % après -0,5 % au semestre précédent). Les mesures de consolidation budgétaire votées pour 2011, notamment la réduction de certaines niches fiscales, auraient peu d'effets au premier semestre : elles interviendraient surtout au deuxième semestre, au moment des régularisations d'impôt de fin d'année.

**2 - Décomposition de la masse salariale des ménages sur le champ concurrentiel non agricole**



Source : Insee

**Tableau 3**

## Les transferts sociaux reçus et versés par les ménages

évolution en %

	Moyennes semestrielles					Moyennes annuelles		
	2009		2010		2011	2008	2009	2010
	S1	S2	S1	S2	S1			
<b>Prestations sociales en espèces reçues par les ménages (100 %)</b>	<b>3,0</b>	<b>2,2</b>	<b>1,1</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>	<b>3,5</b>	<b>5,3</b>	<b>2,9</b>
Prestations de Sécurité Sociale (72 %)	2,6	2,6	1,4	1,4	1,5	4,1	5,2	3,4
Prestations de régimes privés (7 %)	1,2	3,1	0,0	2,1	1,5	2,7	3,9	2,6
Prestations directes d'employeur (13 %)	1,2	1,2	1,4	1,5	1,7	4,7	2,7	2,7
Prestations d'assistance sociale (8 %)	12,4	-0,6	-0,9	0,5	0,5	-2,7	12,4	-0,9
<b>Total des prélèvements sociaux</b>	<b>-0,2</b>	<b>1,2</b>	<b>1,3</b>	<b>1,2</b>	<b>1,3</b>	<b>3,0</b>	<b>0,8</b>	<b>2,6</b>
Cotisations sociales effectives versées par les ménages (100 %)	-0,4	1,2	1,3	1,2	1,2	2,8	0,5	2,5
dont :								
Cotisations des employeurs (63 %)	-0,9	1,2	1,4	1,3	1,2	3,0	-0,1	2,7
Cotisations des salariés (29 %)	0,2	1,3	1,1	0,6	1,2	1,5	1,2	2,1
Cotisations des non-salariés (8 %)	1,7	0,6	1,3	2,1	1,2	6,0	2,9	2,7

■ Prévision

Note : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2009.

(1) Les cotisations employeurs sont à la fois reçues et versées par les ménages en comptabilité nationale : elles n'ont donc pas d'effet sur le revenu disponible brut.

Source : Insee

### Le pouvoir d'achat ralentirait légèrement au premier semestre 2011

En 2010, le revenu disponible brut (RDB) nominal des ménages accélérerait sensiblement (+2,6 % après +1,1 % en 2009). Cette progression serait cependant compensée par la hausse des prix de la consommation (+1,2 % après -0,6 % en 2009). Ainsi le pouvoir d'achat du RDB évoluerait légèrement moins vite en 2010 qu'en 2009 (+1,4 % après +1,6 % en 2009). Le pouvoir d'achat par

unité de consommation, qui tient compte des évolutions démographiques, progresserait en 2010 au même rythme qu'en 2009 (+0,8 %).

Au premier semestre 2011, le revenu des ménages progresserait de +1,6 %, soit un rythme voisin de celui du second semestre 2010. L'inflation remontant, le pouvoir d'achat ralentirait quelque peu (+0,9 % en moyenne semestrielle après +1,2 % au second semestre 2010). ■

### Différentes mesures du pouvoir d'achat

Le revenu des ménages qui est présenté et analysé dans la Note de conjoncture représente l'ensemble des revenus perçus par la totalité des ménages. C'est en effet cette grandeur qui est pertinente au niveau macro-économique, par exemple pour construire l'équilibre entre ressources (PIB et importations) et emplois (consommation, investissement, exportations...) ou pour prévoir le PIB. Cette grandeur doit être corrigée si on souhaite mesurer le pouvoir d'achat moyen des Français, afin d'intégrer à la fois la croissance du nombre de ménages et l'évolution de leur composition. La correction la plus pertinente de ce point de vue consiste à diviser le revenu par le nombre d'unités de consommation en France. Ce concept permet de prendre en compte la croissance démo-

graphique, mais aussi le partage de certaines consommations au sein d'un ménage (les appareils ménagers par exemple). Un ménage de taille importante réalise donc certaines «économies d'échelle» par rapport à un ménage de taille plus faible. En 2009, la croissance du nombre d'unités de consommation est de 0,8 % (par comparaison, la croissance du nombre d'habitants est de 0,5 % et la croissance du nombre de ménages est de 1,2 %).

En 2010, le pouvoir d'achat par unité de consommation augmenterait au même rythme qu'en 2009 (+0,8 %). Par habitant, la hausse serait de 0,4 %, tandis que le pouvoir d'achat par ménage baisserait de 0,4 %. ■

# Consommation et investissement des ménages

Au troisième trimestre 2010, la consommation des ménages a accéléré (+0,6 % après +0,3 %), soutenue par les gains de pouvoir d'achat (+0,7 % après +0,5 % au deuxième trimestre). Parallèlement, le taux d'épargne des ménages a légèrement augmenté (+0,1 point).

Au cours des prochains trimestres, le profil de la consommation serait affecté par les effets de la suppression de la prime à la casse fin 2010 : la consommation serait ainsi très soutenue au quatrième trimestre (+0,9 %), avant de ralentir fortement au premier semestre 2011 (+0,1 % puis +0,2 % aux premier et deuxième trimestres, cf. graphique 1). Avec des gains de pouvoir d'achat modérés, le taux d'épargne se maintiendrait à un niveau élevé, les ménages restant peu confiants envers la situation économique future et le chômage.

Après avoir renoué avec la croissance au printemps, pour la première fois depuis plus de deux ans, l'investissement des ménages continuerait d'augmenter jusqu'à l'horizon de la prévision.

## Au troisième trimestre 2010, dynamisme des dépenses en textile-habillement-cuir et en automobile

Au troisième trimestre 2010, la consommation des ménages s'est renforcée (+0,6 %, cf. tableau), après un début d'année atone (0,0 % puis +0,3 % aux premier et deuxième trimestres). Avec des gains de pouvoir d'achat restés dynamiques (+0,7 % après +0,5 %), le taux d'épargne des ménages a légèrement augmenté : il est passé de 16,1 % au deuxième trimestre à 16,2 % (cf. graphique 2).

Après deux trimestres de fort recul, les achats d'automobiles sont repartis à la hausse au troisième trimestre (+0,7 %), avec une forte progression en septembre. Au premier semestre, les achats d'automobiles avaient en effet sensiblement baissé, à la suite de la réduction de la prime à la casse et du durcissement des conditions d'attribution du bonus-malus au premier janvier 2010.

Le troisième trimestre a également été marqué par une très forte progression des achats en textile-habillement-cuir (+4,5 %). Celle-ci s'explique en partie par le calendrier des soldes qui cette année se sont concentrés sur le mois de juillet<sup>(1)</sup>.

## Dépenses de consommation et investissement des ménages

évolution en %

	Évolutions trimestrielles																Évolutions annuelles			
	2008				2009				2010				2011		2008	2009	2010	2011 acq.		
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2						
<b>Dépenses totales de consommation des ménages</b>	-0,2	-0,2	0,0	0,1	0,1	0,3	0,2	1,0	0,0	0,3	0,6	0,9	0,1	0,2	0,5	0,6	1,7	1,2		
dont :																				
Alimentation (17 %)	0,1	-0,8	0,0	0,6	-0,6	0,6	1,0	-0,6	0,3	0,6	0,5	0,0	0,2	0,2	-0,2	0,4	1,1	0,7		
Produits manufacturés (24 %)	-0,6	-0,5	-0,2	-0,9	0,5	0,6	0,1	3,0	-1,8	-0,8	1,3	2,2	-1,2	-0,5	-0,3	0,8	1,1	0,5		
Énergie (7 %)	-4,7	2,0	1,0	0,7	-1,2	-1,3	-3,2	1,4	2,9	1,2	-3,1	1,0	0,9	0,2	0,8	-1,9	1,5	0,5		
Services (52 %)	0,3	-0,2	-0,1	0,1	0,3	0,2	0,3	0,5	0,4	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,7	0,8	2,0	1,8		
<b>Investissement des ménages</b>	-0,3	-1,6	-2,9	-2,8	-2,3	-1,9	-1,9	-1,4	-0,5	0,2	1,0	0,6	0,3	0,4	-2,7	-8,7	-2,1	1,7		

Prévision

Source : Insee

À l'inverse, la consommation en énergie a fortement baissé au troisième trimestre (-3,1 %). L'hiver et le début du printemps ayant été plus froids que les normales saisonnières, les dépenses de chauffage avaient été exceptionnellement élevées au premier semestre ; par contrecoup, elles ont chuté au troisième trimestre.

La consommation de services, un peu moins dynamique au premier trimestre, a retrouvé son rythme tendanciel au troisième trimestre (+0,6 %). Enfin, la consommation de produits alimentaires est restée soutenue (+0,5 % après +0,6 %), comme depuis le début de l'année.

### Fort rebond de la consommation des ménages en fin d'année 2010, ralentissement au premier semestre 2011

Le profil de la consommation des ménages serait affecté par les effets de la prime à la casse (cf. *infra*) : elle rebondirait fortement au quatrième trimestre (+0,9 %) avant de ralentir au premier semestre 2011 (+0,1 % puis +0,2 % aux premier et deuxième trimestres). Les ménages, préoccupés par l'évolution du chômage et les perspectives de la situation économique maintiendraient, par précaution, leur épargne à un niveau élevé. Ainsi, le taux d'épargne se stabiliserait autour de 16 % à l'horizon de la prévision.

(1) Le dernier mercredi de juin, date officielle du début des soldes, tombait cette année le dernier jour du mois.

### La prime à la casse soutient les achats d'automobiles au quatrième trimestre 2010...

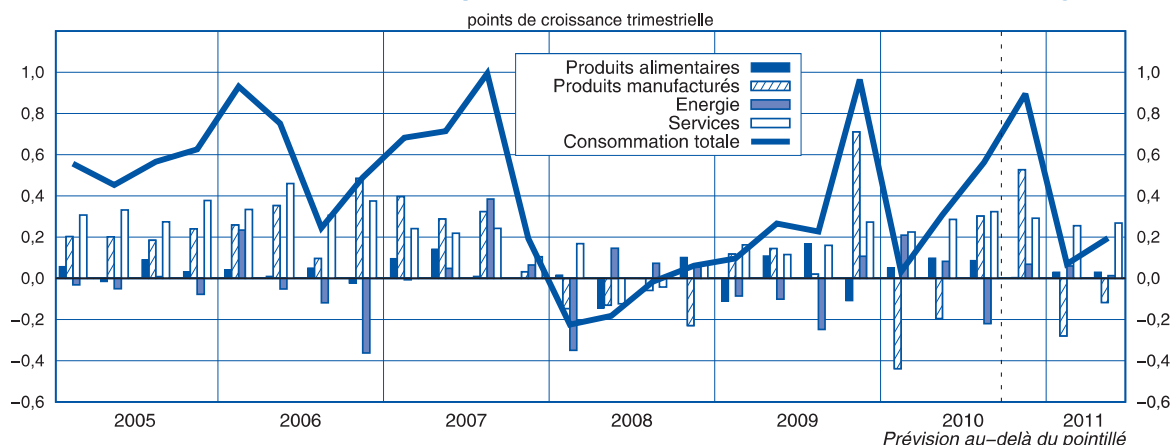
Au quatrième trimestre 2010, la consommation en produits manufacturés rebondirait (+2,2 % après +1,3 %). D'une part, la consommation automobile serait soutenue par la perspective de la disparition de la prime à la casse et d'un nouveau resserrement du bonus-malus écologique au 1er janvier 2011 : comme l'an dernier, les ménages anticiperaient leurs achats avant les modifications de ces dispositifs. Dans une moindre mesure, la consommation en produits électroniques grand public serait soutenue par le passage au « tout numérique » des régions Centre, Poitou-Charentes, Bourgogne et Franche-Comté. En revanche, la consommation de textile subirait le contrecoup de sa progression exceptionnelle du troisième trimestre.

### ... avant de les freiner au premier semestre 2011

Au premier semestre 2011, la consommation en produits manufacturés baisserait : -1,2 % au premier trimestre puis -0,5 % au deuxième trimestre. Elle serait portée en début d'année par le passage au « tout numérique » de six nouvelles régions, dont l'Île de France, mais serait freinée par une nette baisse des achats d'automobile.

Au quatrième trimestre 2010, les températures ont été inférieures à leurs normales saisonnières. Les dépenses en énergie seraient donc plus soutenues (+1,0 %).

### 1 - Contributions des différents postes à la consommation trimestrielle des ménages



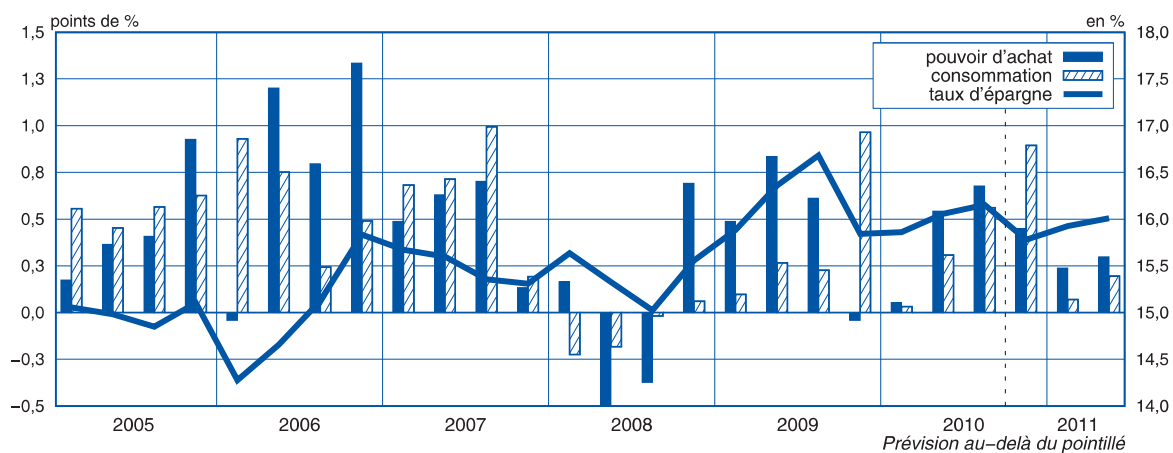
Enfin, la consommation alimentaire stagnerait au quatrième trimestre, après une progression dynamique aux deux trimestres précédents (+0,5 % en moyenne par trimestre). Elle retrouverait ensuite son rythme tendanciel : +0,2 % aux premier et deuxième trimestres 2011.

La consommation en services resterait dynamique au quatrième trimestre (+0,6 %) puis ralentirait début 2011 (+0,5 % en moyenne par trimestre).

## L'investissement en logement des ménages progresse

En recul depuis plus de deux ans, l'investissement des ménages (principalement des achats de logements neufs) a progressé aux deuxième (+0,2 %) et troisième trimestres 2010 (+1,0 %). Dans le sillage des mises en chantier, l'investissement des ménages continuerait d'augmenter à l'horizon de prévision, quoiqu'en léger ralentissement (+0,6 % au quatrième trimestre 2010 puis +0,3 % et +0,4 % sur les deux premiers trimestres 2011). ■

### 2 - Taux d'épargne et taux d'accroissement de la consommation et du pouvoir d'achat de revenu disponible brut



Source : Insee

# Résultats des entreprises

Le taux de marge des sociétés non financières s'est redressé au premier semestre 2010 après avoir fortement reculé en 2009. Mesuré au coût des facteurs, il a atteint 30,9 % à la mi-2010, contre 30,4 % fin 2009. La suppression de la taxe professionnelle et le redressement de la productivité ont contribué à cette hausse.

Entre mi-2010 et mi-2011, le taux de marge poursuivrait son rétablissement, tiré par des gains de productivité supérieurs à la hausse des coûts salariaux réels.

Mi-2011, le taux de marge s'établirait à 31,5 points, soit plus d'un point au-dessus de son plus bas niveau de fin 2009, mais toujours presque un point en dessous de son niveau moyen d'avant la crise.

## À la suite de la suppression de la taxe professionnelle, le taux de marge a nettement progressé au premier semestre 2010

En repli depuis début 2008, le taux de marge au coût des facteurs (cf. glossaire) s'est redressé au premier trimestre 2010 (+0,6 point), en raison principalement de la suppression de la taxe professionnelle (contribution de +0,8 point)<sup>(1)</sup>.

Au deuxième trimestre 2010, il a légèrement reculé (-0,1 point) : la forte progression des salaires réels (contribution de -0,5 point) l'a emporté face aux gains de productivité (contribution de +0,4 point).

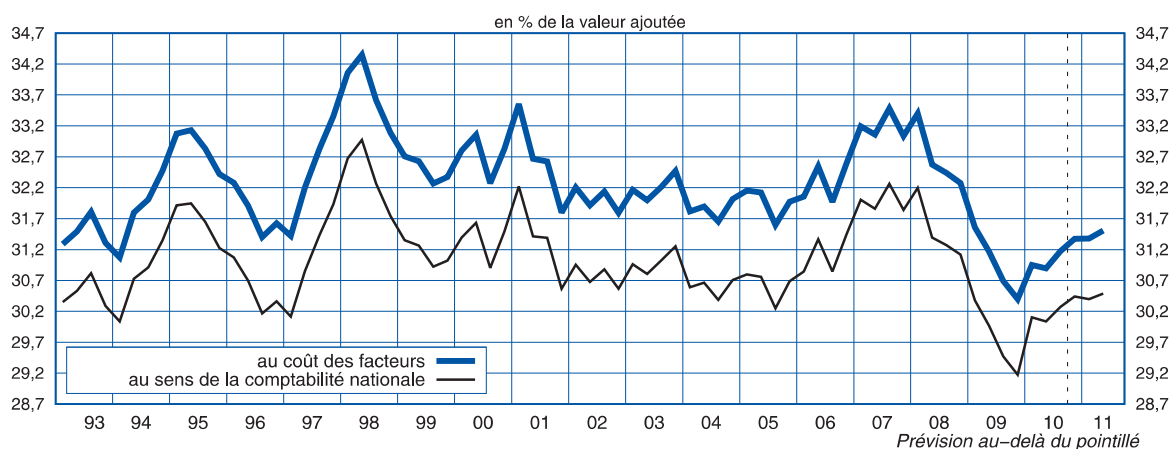
## Le taux de marge poursuivrait sa hausse sur le second semestre 2010...

Le taux de marge progresserait au troisième trimestre (+0,3 point). Les entreprises continueraient de restaurer leur productivité (contribution de +0,2 point), quoiqu'à un rythme plus modéré, dans un contexte de reprise économique (cf. fiche *Emploi*). Les salaires réels progresseraient peu (-0,1 point). Enfin, les termes de l'échange soutiendraient la hausse du taux de marge (contribution de +0,2 point), en lien avec le recul des prix de l'énergie au troisième trimestre.

Au quatrième trimestre, le taux de marge progresserait plus modérément (+0,2 point). Comme au troisième trimestre, les gains de productivité progresseraient plus vite que les salaires réels, mais les gains de termes de l'échange disparaîtraient.

(1) cf. encadré « Réforme de la taxe professionnelle et excédent brut d'exploitation des entreprises » de la note de conjoncture de décembre 2009.

## Taux de marge des sociétés non financières (SNF)



Note du graphique : L'effet de la suppression de la taxe professionnelle a été plus important sur le taux de marge au sens de la comptabilité nationale (cf. encadré de la note de décembre 2009) mais à compter du deuxième trimestre 2010, ses variations seraient plus proches de celles du taux de marge au coût des facteurs.

Source : Insee



## ...et au premier semestre 2011

Au premier semestre 2011, le taux de marge progresserait encore de 0,1 point. Les gains de productivité resteraient modérés (contribution de +0,2 au premier comme au deuxième trimestre), mais les salaires réels, peu dynamiques, pèseraient peu sur le taux de marge (contribution de -0,1 chaque trimestre). L'augmentation des impôts sur

la production, notamment ceux qui succéderont à la taxe professionnelle, le dégraderait légèrement, autour de la fin 2010 et du début 2011. Le taux de marge au coût des facteurs atteindrait 31,5 % mi-2011, soit 0,6 point au-dessus du niveau de mi-2010, et 1,1 point au-dessus du niveau de fin 2009, avant la suppression de la taxe professionnelle. Il serait toutefois encore inférieur de 1,0 point à sa moyenne des années 2000-2007. ■

### Décomposition du taux de marge des sociétés non financières (SNF)

en % et en points

	2009				2010				2011		2009	2010	2011 acq.
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
<b>Taux de marge (en niveau)<sup>(1)</sup></b>	30,4	30,0	29,5	29,2	30,1	30,0	30,3	30,4	30,4	30,5	29,7	30,2	30,5
<b>Variation du taux de marge</b>	-0,7	-0,4	-0,5	-0,3	0,9	-0,1	0,2	0,2	0,0	0,1	-1,7	0,5	0,3
<b>Taux de marge au coût des facteurs (en niveau)<sup>(2)</sup></b>	31,6	31,2	30,7	30,4	30,9	30,9	31,2	31,4	31,4	31,5	31,0	31,1	31,5
<b>Variation du taux de marge au coût des facteurs</b>	-0,7	-0,4	-0,5	-0,3	0,6	-0,1	0,3	0,2	0,0	0,1	-1,7	0,1	0,4
<b>Contributions à la variation du taux de marge au coût des facteurs</b>													
<i>des gains de productivité</i>	-1,3	0,3	0,2	0,5	0,0	0,4	0,2	0,3	0,2	0,2	-1,6	1,3	0,9
<i>du salaire par tête réel</i>	0,2	-0,5	-0,4	-0,3	0,0	-0,5	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-1,1	-1,0	-0,4
<i>du taux de cotisation employeur</i>	0,0	0,0	0,0	-0,2	0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0
<i>du ratio du prix de la valeur ajoutée et du prix de la consommation</i>	0,4	-0,1	-0,2	-0,2	-0,3	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	1,0	-0,4	0,1
<i>du ratio du prix de la VA au coût des facteurs au prix de la VA</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,0	-0,1	0,4	-0,2

#### Prévision

(1) Le taux de marge TM mesure la part de la valeur ajoutée qui rémunère le capital. Sa variation se décompose de façon comptable entre :  
 - les évolutions de la productivité (Y/L), avec Y la valeur ajoutée et L l'emploi, et du ratio du prix de la valeur ajoutée au prix de la consommation, ou termes de l'échange (Pva/Pc), qui jouent positivement ;  
 - les évolutions du salaire réel moyen par tête (SMPT/Pc) et du taux de cotisation employeur (W/SMPT, où W représente l'ensemble des rémunérations), qui jouent négativement.  
 - d'un ratio du prix de la valeur ajoutée au coût des facteurs par rapport au prix de la valeur ajoutée au sens de la comptabilité nationale, ce ratio augmente en 2010 en raison de la suppression de la taxe professionnelle.  
 Cette décomposition est synthétisée dans l'équation suivante (cf. dossier de la Note de conjoncture de juin 2003) :

$$TM = \frac{EBE}{VA} \approx 1 - \frac{W \cdot L}{Y \cdot P_{va}} = 1 - \frac{L}{Y} \cdot \frac{W}{SMPT} \cdot \frac{SMPT}{P_c} \cdot \frac{P_c}{P_{va}}$$

(2) La valeur ajoutée au coût des facteurs s'obtient à partir de la valeur ajoutée brute en lui retirant les impôts sur la production nets des subventions d'exploitation. Le taux de marge (part de l'EBE dans la valeur ajoutée) au coût des facteurs est supérieur d'environ 1 % au taux de marge au sens de la comptabilité nationale. Dans la décomposition du TM ci-dessus, seuls les termes VA et Pva sont affectés par cette distinction.

Source : Insee

# Investissement des entreprises et stocks

L'investissement des entreprises accélérerait légèrement à l'horizon de la mi-2011. Il augmenterait ainsi de 0,7 % au quatrième trimestre 2010 et au premier trimestre 2011, puis de 1,0 % au deuxième trimestre 2011. Il serait soutenu par des perspectives favorables d'activité et par l'amélioration des conditions de financement. En particulier, l'investissement en construction redémarrerait progressivement. Les autres composantes de l'investissement des entreprises, investissements en biens manufacturés et en services, resteraient dynamiques.

Au troisième trimestre 2010 comme au deuxième trimestre, la variation des stocks a contribué positivement à la croissance (+0,3 point de contribution, après +0,6 point), notamment dans les secteurs de l'énergie et des biens intermédiaires. À l'horizon de la prévision, les variations de stocks soutiendraient légèrement la croissance, en raison d'un moindre déstockage de produits manufacturés. La contribution de la variation des stocks serait nulle au deuxième trimestre 2011.

## L'investissement des entreprises toujours bien orienté

Au troisième trimestre 2010, l'investissement des entreprises non financières (ENF), a ralenti : +0,5 % après +1,2 % au deuxième trimestre (cf. tableau 1). Les dépenses en travaux publics ont baissé cet été : elles avaient fortement crû au printemps pour rattraper le creux d'activité du premier trimestre, dû à un hiver plus rigoureux qu'à l'accoutumée. Parallèlement les entreprises ont réduit

leurs achats automobiles (-0,6 % après +2,7 % au deuxième trimestre) et modéré leurs dépenses en services (+1,6 % après +2,7 %).

La hausse des investissements se poursuivrait à l'horizon de la prévision à un rythme un peu plus soutenu : +0,7 % au quatrième trimestre 2009 et au premier trimestre 2010 puis +1,0 % au deuxième trimestre 2010. Les perspectives d'activité, telles que rapportées dans les enquêtes de conjoncture, encourageraient les entreprises à investir davantage. Parallèlement, les critères d'attribution des crédits bancaires aux entreprises continuent de s'assouplir et les taux d'intérêt réels restent à des niveaux bas (cf. graphique 1). Enfin, la mobilisation des capacités productives s'accroît un peu. Les entrepreneurs sont plus nombreux à évoquer des goulots de production et le taux d'utilisation des capacités productives se situe à un niveau largement supérieur à ce qu'il était en moyenne courant 2009 (cf. graphique 2). Interrogés en octobre, les chefs d'entreprises industrielles se montrent optimistes quant à l'évolution de leurs investissements à l'horizon de la prévision. Les soldes d'opinion concernant la croissance semestrielle des investissements au second semestre 2010 et au premier semestre 2011 se situent au-dessus de leur moyenne de longue période et l'indicateur de révision des investissements<sup>(1)</sup> est positif.

(1) L'indicateur de révision des investissements résume les évolutions des prévisions des entreprises entre deux enquêtes successives pour les investissements d'une même année. Il est centré et réduit. Il est en général bien corrélé avec la croissance trimestrielle de la FBCF des entreprises au trimestre en cours ou au trimestre précédent (cf. le dossier "Prévoir l'investissement des entreprises ? Un indicateur des révisions d'anticipations dans l'enquête Investissement dans l'industrie" dans la Note de conjoncture de mars 2005).

Tableau 1

## Investissement des entreprises non financières (ENF)

variations aux prix chaînés de l'année précédente, en %

	Variations trimestrielles										Variations annuelles		
	2009				2010				2011		2009	2010	acquis 2011
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Produits manufacturés (49 %)	-6,0	-1,7	-0,2	0,3	1,3	1,5	1,2	1,2	1,2	1,0	-11,2	3,0	3,9
Bâtiment et travaux publics (22 %)	-1,0	-1,5	-3,1	-3,4	-4,6	-0,8	-2,0	-1,0	-0,7	0,7	-6,0	-10,5	-2,1
Autres (29 %)	-0,9	-2,3	-1,4	-0,4	-0,7	2,7	1,6	1,6	1,2	1,2	-4,7	0,9	4,8
<b>Ensemble des ENF (100 %)</b>	<b>-3,1</b>	<b>-1,8</b>	<b>-1,4</b>	<b>-1,0</b>	<b>-1,0</b>	<b>1,2</b>	<b>0,5</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>1,0</b>	<b>-7,9</b>	<b>-1,5</b>	<b>2,6</b>

■ Prévision  
Source : Insee

## Dans la construction, l'investissement se redresserait peu...

Dans le secteur du bâtiment, les entrepreneurs interrogés en novembre anticipent une moindre baisse d'activité pour les prochains mois. Parallèlement, les entrepreneurs en travaux publics interrogés en octobre font part d'une reprise de leur activité. Au total, la baisse de l'investissement en construction se modérerait au quatrième trimestre 2010 et au premier trimestre 2011 (-1,0 % puis -0,7 %) puis il repartirait au deuxième trimestre 2011 (+0,7 %).

## ...et l'investissement productif resterait dynamique

L'investissement en produits manufacturés continuerait de croître à l'horizon de la prévision (+1,2 % au quatrième trimestre 2010 et au premier trimestre 2011 puis +1,0 % le trimestre suivant). Selon les grossistes interrogés en novembre, les intentions de commandes en biens d'équipement, qui représentent les deux tiers des investissements en biens manufacturés, sont bien orientées. Plus spécifiquement dans le secteur de l'information et de la communication, les intentions de commandes, quoiqu'en légère baisse, restent largement au-dessus de leur moyenne de longue période. Pour les autres biens d'équipement, elles continuent de se redresser et se situent désormais au-dessus de leur moyenne de longue période.

Les investissements dans les services, pour l'essentiel dans les services informatiques et dans les activités spécialisées, scientifiques et techniques

<sup>(2)</sup> Les SNF sont constituées des ENF hors entrepreneurs individuels.

poursuivraient leur croissance au quatrième trimestre 2010 (+1,6 %) : les perspectives d'activité dans ces secteurs restent favorables en novembre. Cette croissance se tasserait légèrement en 2011 (+1,2 % aux premier et deuxième trimestres 2011).

## Vers une stabilisation du taux d'investissement

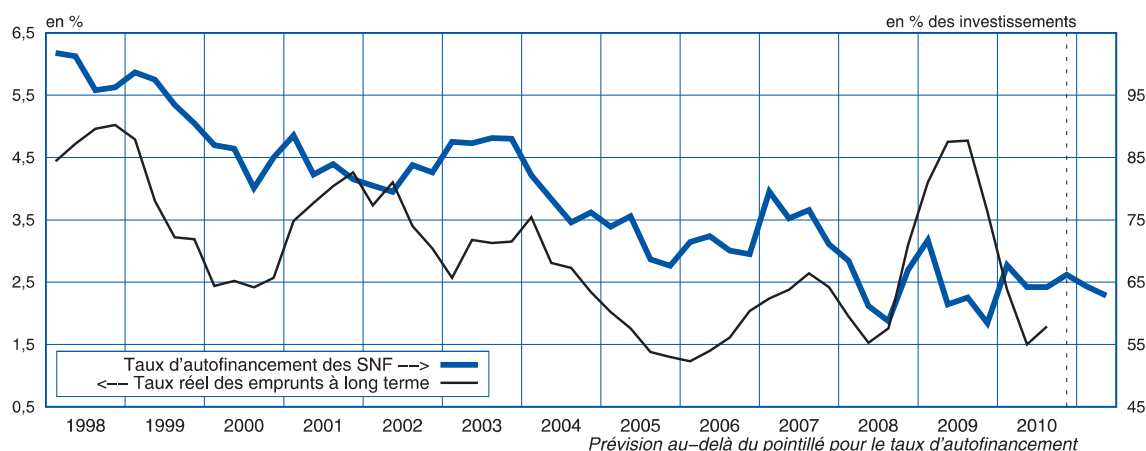
Sur l'ensemble de l'année 2010, l'investissement des ENF baisserait de 1,5 % car le recul de l'investissement en construction resterait important cette année (-10,5 %). Cette baisse serait atténuée par la reprise des autres dépenses : + 3,0 % pour les biens manufacturés et +0,9 % pour les services.

Le taux d'investissement s'est fortement réduit par rapport au niveau atteint juste avant la crise (19,6 % en moyenne sur l'année 2008). Il s'établirait à 18,2 % en moyenne en 2010 et remonterait légèrement à l'horizon de la prévision (18,3 % au deuxième trimestre 2011). Le taux d'autofinancement des sociétés non financières (SNF)<sup>(2)</sup> se redresserait également : il s'établirait à 65,6 % en 2010 contre 63,5 % en 2009 mais il se replierait légèrement au premier semestre 2011.

## Les variations de stocks ont contribué positivement à la croissance du troisième trimestre 2010

Au troisième trimestre 2010, les variations de stocks ont contribué à la croissance du PIB (+0,3 point, après +0,6 point au trimestre précédent, cf. tableau 2), et ce principalement dans les produits énergétiques (+0,2 point) et les produits manufacturés (+0,1 point).

1 - Taux d'autofinancement et taux réels d'emprunts à long terme



\* Le taux d'autofinancement des sociétés non financières (SNF) est le ratio de l'épargne des sociétés non financières rapportée à leurs investissements.

\*\* Le taux des emprunts à long terme désigne ici le taux d'intérêt moyen des crédits nouveaux aux entreprises non financières d'une durée supérieure à un an, que ce taux soit révisable ou fixe. Le taux des emprunts à long terme est dit réel, car il est déflaté par l'indice des prix à la production de l'ensemble des biens et services.

Source : Insee, comptes trimestriels et Banque de France

Deux facteurs ont contribué à la hausse des stocks de produits énergétiques au troisième trimestre 2010. D'une part, les importations, notamment des produits pétroliers raffinés, ont nettement accéléré. D'autre part, les dépenses de consommation des ménages en produits énergétiques ont nettement baissé au troisième trimestre 2010 (-3,1 %).

Le déstockage de produits manufacturés s'est modéré au troisième trimestre 2010. Dans le secteur des biens intermédiaires, on a notamment observé un mouvement de restockage, alimenté en partie par les importations de produits chimiques.

## En prévision, contribution neutre des stocks à la croissance

Les industriels déclarent des niveaux de stocks en deçà de leur moyenne de longue période et ils anticipent une production dynamique, soutenue par des anticipations de la demande à la hausse. Enfin, des conditions de financement plus favorables permettent de détenir des stocks à moindre coût. Dans l'industrie, après une pause au quatrième trimestre 2010, le mouvement de restockage reprendrait temporairement au premier trimestre 2011.

Globalement sur la période de prévision, la contribution des variations de stocks à la croissance serait neutre. ■

Tableau 2

### Contribution des variations de stocks à la croissance

en points de PIB

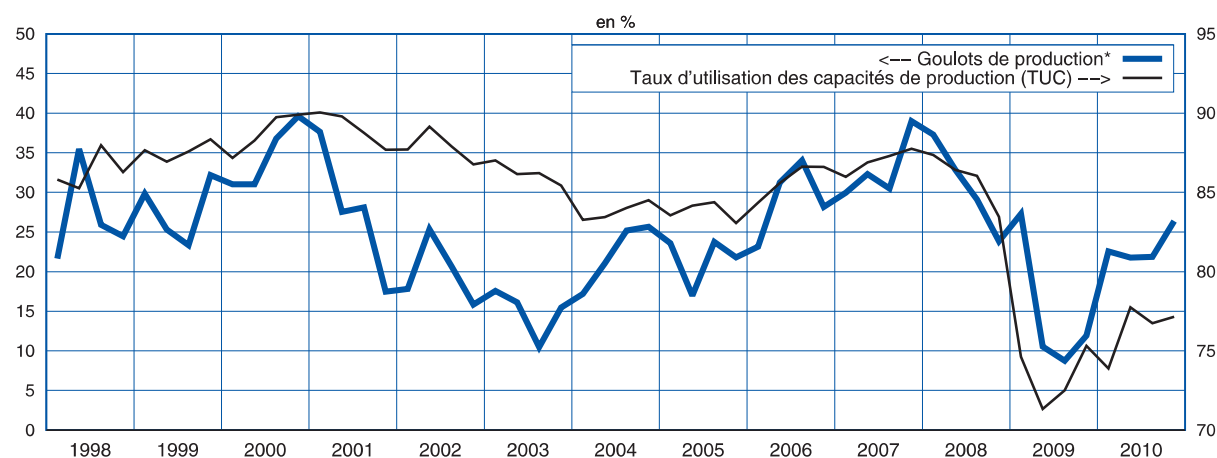
										Évolutions annuelles			
	2009				2010				2011		2009	2010	2011 acq.
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
<b>Produits agricoles et agroalimentaires</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,0</b>
<b>Produits manufacturés</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,6</b>	<b>0,1</b>	<b>0,6</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>-1,7</b>	<b>1,0</b>	<b>0,4</b>
dont : Biens de consommation	-0,2	-0,1	0,1	0,0	0,2	0,3	0,0				-0,2		
Automobile	-0,2	0,0	0,2	-0,1	0,3	0,0	-0,2				-0,7		
Biens d'équipement	0,2	0,0	-0,5	0,6	-0,5	0,1	0,1				0,0		
Biens intermédiaires	-0,4	-0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2				-0,8		
<b>Produits énergétiques</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>
<b>Autres (construction, services)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL (1)</b>	<b>-0,8</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,6</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,6</b>	<b>0,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>-1,8</b>	<b>0,6</b>	<b>0,5</b>

■ Prévision

(1) Les variations de stocks sont y compris les acquisitions nettes d'objets de valeur.

Source : Insee

## 2 - Tensions sur les capacités de production de l'industrie manufacturière



\* Proportion d'entreprises qui, si elles recevaient plus de commandes, ne pourraient pas produire davantage avec leurs moyens actuels.

Source : Insee, enquête trimestrielle sur l'activité dans l'industrie

# Production

Au troisième trimestre 2010, la production en biens et services a nettement ralenti (+0,4 % après +0,8 % le trimestre précédent). En particulier, dans l'industrie manufacturière, l'activité a légèrement reculé après cinq trimestres de hausse.

En hausse depuis l'été, l'indicateur du climat des affaires en France s'est stabilisé en novembre, à un niveau supérieur à sa moyenne de longue période. L'indicateur de retournement "France" se maintient dans la zone favorable depuis un an et demi. La production progresserait au même rythme d'ici la mi-2011 (+0,4 % au quatrième trimestre 2010, puis +0,5 % et +0,4 % aux premier et deuxième trimestres 2011).

À la fin du premier semestre 2011, l'acquis de croissance de la production pour 2011 s'élèverait à +1,5 %, après une hausse de +2,0 % en 2010.

ler (-0,4 % après -0,3 %). A contrario, la croissance est restée soutenue dans le tertiaire marchand (+0,8 % après +0,9 %, cf. graphique 1).

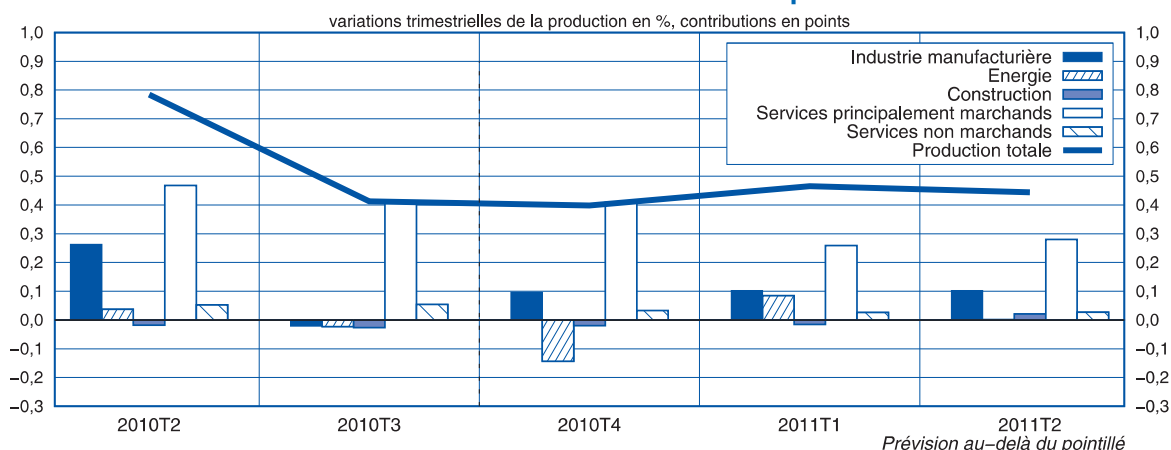
Au quatrième trimestre 2010, la production croît au même rythme (+0,4 %) : issu des enquêtes auprès des chefs d'entreprises, l'indicateur du climat des affaires en France s'est en effet stabilisé en novembre au-dessus de sa moyenne de longue période, après quatre mois de nette hausse (cf. graphique 2). Pour le début de l'année 2011, les perspectives générales de production sont bien orientées dans l'ensemble des secteurs de l'économie. Dans l'industrie manufacturière et le tertiaire marchand notamment, les indicateurs de climat des affaires restent supérieurs à leur moyenne de long terme. Ainsi, la production de l'ensemble des branches maintiendrait son rythme de progression : +0,5 % au premier trimestre 2011, puis +0,4 % au deuxième.

## Jusqu'à mi-2011, la production maintiendrait le cap

Au troisième trimestre 2010, la production a ralenti (+0,4 % après +0,8 % au deuxième trimestre, cf. compte associé). Ce fort ralentissement est principalement imputable au repli de la production manufacturière (-0,1% après +1,5%) et de la production d'énergie (-0,6 % après +1,0 %). L'activité dans la construction a aussi continué de recu-

L'acquis de croissance de la production pour 2011 s'établirait à +1,5 % à la fin du premier semestre 2011, après une hausse de +2,0 % en 2010.

### 1 - Contributions sectorielles à la croissance de la production totale



Source : Insee, prévisions au-delà du pointillé

### À l'horizon de la prévision, croissance modérée de la production manufacturière

La production manufacturière a calé au troisième trimestre 2010 : -0,1 % après +1,5 % au deuxième trimestre 2010. Le recul de l'activité a été notamment très prononcé dans les secteurs des biens intermédiaires (-0,8 % après +2,6 %) et des biens d'équipement (-0,8 % après +2,3 %). En revanche, la production dans l'industrie automobile a rebondi au troisième trimestre 2010 (+1,9 %), après une forte baisse au deuxième trimestre (-3,4 %). Dans le secteur des biens de consommation, la production a augmenté de +1,0 %, pratiquement comme au deuxième trimestre.

Au quatrième trimestre 2010, la production manufacturière accélérerait légèrement (+0,5 %). Les industriels interrogés en novembre font état d'une production passée soutenue (cf. graphique 3).

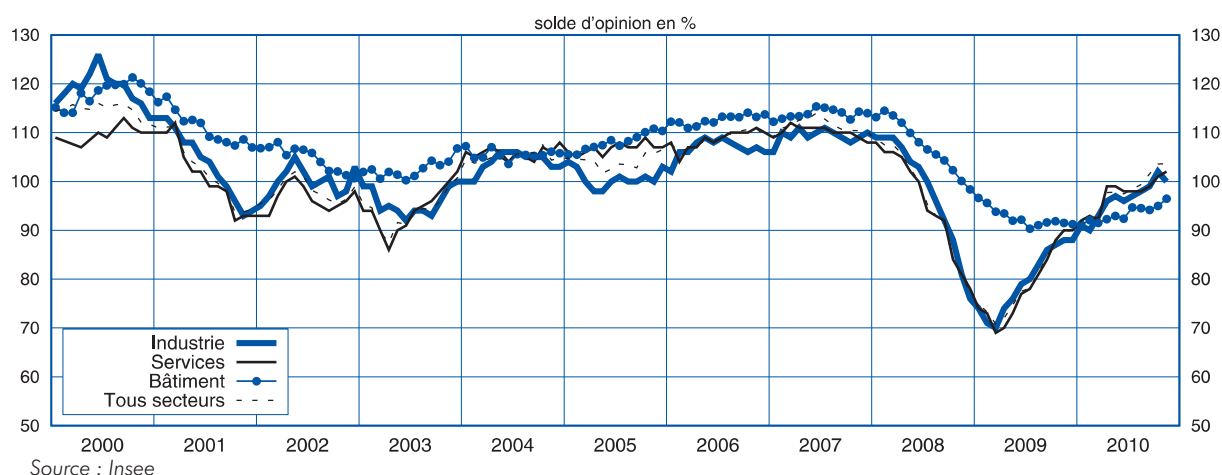
Au premier semestre 2011, la production manufacturière maintiendrait ce rythme de croissance (+0,6 % par trimestre). Les perspectives personnelles de production déclarées en novembre se relient légèrement mais restent bien au-dessus de leur moyenne de longue période.

Sur l'ensemble de l'année 2010, la croissance de la production manufacturière s'établirait à 4,7 %, après -11,8 % en 2009. L'acquis de croissance pour 2011 à l'issue du deuxième trimestre serait de +1,7 %.

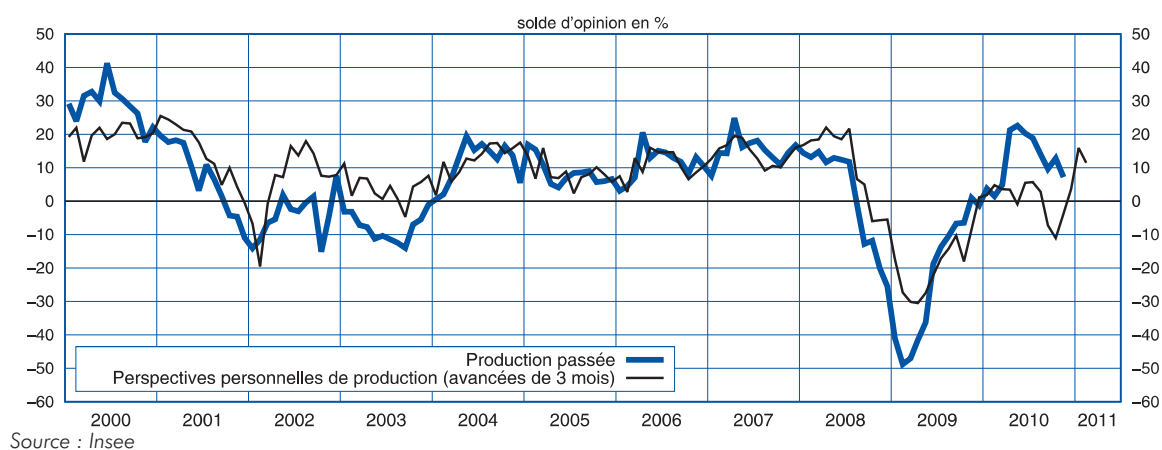
### Dans la construction, amélioration progressive de l'activité

Au troisième trimestre 2010, la production dans le secteur de la construction s'est de nouveau contractée : -0,4 %, après -0,3 % au deuxième trimestre 2010. Cette baisse n'a concerné que le bâtiment, l'activité des travaux publics ayant redémarré après le creux de l'hiver dernier.

## 2 - Indicateurs synthétiques en France : tous secteurs, dans l'industrie, les services et le bâtiment



## 3 - Opinion relative à la production dans l'industrie manufacturière



Le repli de la production se poursuivrait encore au quatrième trimestre 2010 (-0,3 %) et au premier trimestre 2011 (-0,2 %) : les mises en chantier restent à un niveau bas, tandis que les entrepreneurs du bâtiment interrogés en novembre font part d'une activité toujours terne (cf. graphique 4). Ils sont cependant plus optimistes sur leurs perspectives futures : ainsi l'activité dans la construction repartirait au deuxième trimestre 2011 (+0,3 %).

Sur l'ensemble de l'année 2010, la production dans le secteur de la construction reculerait de 4,9 %. Mi-2011, son acquis de croissance pour l'année 2011 serait de -0,5 %.

### Services marchands : activité dynamique au dernier trimestre 2010, un peu moins soutenue au premier semestre 2011

L'activité des services marchands (services immobiliers, aux entreprises et aux particuliers) a ralenti au troisième trimestre 2010 : +0,7 % après +1,0 % au deuxième trimestre. Cette décélération concerne principalement le secteur des services aux entreprises (+0,9 % après +1,5 % au deuxième trimestre 2009) ; elle est imputable à une activité moins dynamique dans les activités de conseil et d'assistance (+0,9 % après +2,1 %). Dans le secteur des services aux particuliers, l'activité a un peu moins progressé qu'au deuxième trimestre (+0,4 % après +0,6 %), en lien avec le ralentissement du secteur de l'hôtellerie-restauration (+0,4 % après +0,8 %). Dans les activités immobilières, la production a continué de progresser au même rythme qu'au deuxième trimestre (+0,4 %).

Au quatrième trimestre 2010, l'activité accélérerait légèrement dans les services marchands (+0,8 % après +0,7 %). Selon les chefs d'entreprises, la conjoncture s'est améliorée dans les services au début du quatrième trimestre 2010. L'indicateur synthétique du climat des affaires est revenu au-dessus de sa moyenne de longue période en octobre, pour la première fois depuis plus de deux ans.

L'activité dans les services devrait être un peu moins soutenue au premier semestre 2011 (+0,6 % par trimestre). Les chefs d'entreprises font part au mois de novembre 2010 d'une relative stabilisation des perspectives dans ce secteur.

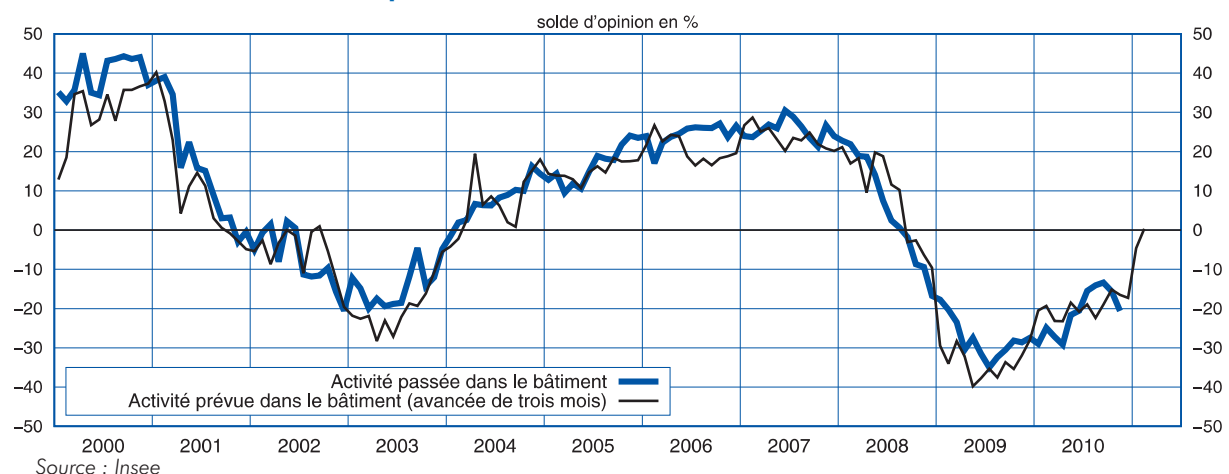
Sur l'ensemble de l'année 2010, la production de services marchands progresserait de 2,5 % après avoir baissé de 1,9 % en 2009. À la fin du deuxième trimestre 2011, l'acquis de croissance serait de +2,2 %.

### Essoufflement dans le commerce

Au troisième trimestre 2010, l'activité commerciale a légèrement accéléré (+0,8 % après +0,6 % au deuxième trimestre). D'après les entrepreneurs du commerce de détail et du commerce et de la réparation automobiles, l'activité a été soutenue, en lien avec le dynamisme de la consommation des ménages en produits manufacturés (+1,3 % au troisième trimestre).

L'activité accélérerait de nouveau au quatrième trimestre 2010 (+0,9 %). D'après les enquêtes de conjoncture de novembre, les ventes progressent encore dans le commerce automobile : les achats de véhicules neufs ont en effet rebondi, par anticipation de l'arrêt de la prime à la casse en fin d'année. L'indicateur synthétique du climat des af-

## 4 - Opinion relative à l'activité dans le bâtiment



faibles reste en outre au-dessus de sa moyenne de long terme. Dans le commerce de gros cependant, l'amélioration du climat conjoncturel marque le pas en novembre, après presque deux ans de hausse continue : d'après les grossistes, les ventes passées ainsi que les livraisons reçues sont un peu moins bien orientées.

Au premier semestre 2011, l'activité du commerce se modérerait nettement (+0,2 % et +0,3 % au premier et deuxième trimestres). Le commerce automobile serait affecté par le contrecoup de l'arrêt de la prime à la casse. Ainsi, les intentions de commandes et les ventes prévues pour les mois suivants reculent dans le commerce de détail, en lien avec une consommation des ménages en produits manufacturés en baisse (-1,2 % prévu au 1<sup>er</sup> trimestre 2011). Selon les entrepreneurs du commerce de gros en revanche, les perspectives générales d'activité restent dynamiques et les carnets de commande se regarnissent, notamment dans les biens d'équipement.

D'ici la fin du premier semestre 2011, l'activité commerciale aurait un acquis de croissance de +1,7 % pour l'année 2011, après une croissance de +2,0 % en 2010.

### Ralentissement dans les transports

Dans les transports, l'activité a été dynamique au troisième trimestre 2010 (+1,7 % après +1,0 % au deuxième trimestre). Elle ralentirait ensuite

(+0,6 % au quatrième trimestre puis +0,5 % aux premier et deuxième trimestres 2011). Sur l'année 2010, l'activité croîtrait de +2,9 % ; son acquis de croissance pour l'année 2011 à l'issue du deuxième trimestre serait de +2,5 %.

### Moindre repli de la production d'énergie, et maintien de l'activité agricole

La production d'énergie a reculé au troisième trimestre 2010 (-0,6 %). Elle chuterait au quatrième trimestre (-4,0 %) : les grèves automnales auraient ainsi fortement pesé sur la production des raffineries. Au total, sur l'année 2010, la production croîtrait toutefois de +1,1 %. La production d'énergie repartirait à la hausse au premier trimestre 2011 (+2,5 %), en partie grâce au rattrapage des niveaux de production dans le secteur du raffinage. Elle stagnerait ensuite au deuxième trimestre 2011.

Au troisième trimestre, la production des branches agricoles s'est redressée (+0,3 %). D'ici l'horizon de prévision, sa croissance se stabiliserait (+0,4 % au quatrième trimestre puis +0,2 % aux premier et deuxième trimestres). ■



## Éclairage - Les enquêtes de conjoncture de l'Insee et les indicateurs PMI: des outils avancés pour suivre la conjoncture économique

Les enquêtes de conjoncture auprès des entreprises, publiées chaque mois, sont des indicateurs précoces d'activité économique. Elles sont utilisées pour prévoir en amont des comptes trimestriels les principaux agrégats de l'économie (PIB, production et emploi par secteur, investissement, etc.). En France, sont notamment publiés les indicateurs issus des enquêtes de conjoncture de l'Insee et ceux issus des enquêtes de l'institut Markit Economics<sup>(1)</sup>. Au mois le mois, les informations fournies par les deux types d'indicateurs peuvent parfois apparaître contradictoires. En réalité, lorsqu'on analyse précisément la nature des questions posées, les deux indicateurs apparaissent plutôt complémentaires. En outre, les contradictions apparentes se dissipent dès lors qu'on raisonne en terme d'évolution trimestrielle ou annuelle plutôt que mensuelle.

La suite de cet éclairage examine le type d'information apportée par chacun de ces deux indicateurs et l'apport de chacun d'eux en termes de prévision. On se restreint ici à l'étude du secteur manufacturier. Cet exercice suggère qu'au regard des erreurs de prévisions moyennes, les modèles d'étalonnages utilisant les soldes d'opinion de l'Insee présentent des qualités prédictives légèrement supérieures à celles s'appuyant sur les indices composite PMI.

### 1. Les informations apportées chaque mois par les indicateurs Insee et les indicateurs PMI ne sont pas exactement de même nature.

Les enquêtes de conjoncture de l'Insee auprès des chefs d'entreprises sont des enquêtes qualitatives qui renseignent sur le rythme de l'activité du passé récent, du mois en cours et du futur proche. Elles sont disponibles par secteurs et sous-secteurs. En particulier, les résultats détaillés de l'enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie sont disponibles depuis avril 1976. Cette enquête interroge 4 000 chefs d'entreprise sur l'évolution récente et l'évolution future probable de leur production, sur le niveau des carnets de commandes globaux et étrangers, sur le niveau de leurs stocks, et sur les perspectives générales de production (c'est-à-dire celles du secteur industriel dans son ensemble). Généralement, ces questions appellent une réponse à trois modalités : « en hausse », « stable » et « en baisse ». Le solde d'opinion, défini comme la différence entre le pourcentage de réponses positives et le pourcentage de réponses négati-

ves, est l'indicateur le plus couramment utilisé par les conjoncturistes pour résumer les réponses à une question. L'Insee publie également un indicateur synthétique dit « climat des affaires dans l'industrie » : c'est une moyenne pondérée des six soldes d'opinion des questions précédents.

Parallèlement, l'institut Markit Economics réalise depuis 1998 des enquêtes de conjoncture auprès des directeurs d'achats des entreprises du secteur privé, dans les économies avancées et émergentes. En France, 750 entreprises sont interrogées dans l'industrie et dans les services. En particulier, dans l'industrie, les directeurs d'achat sont interrogés tous les mois sur l'évolution des nouvelles commandes, de la production, de l'emploi, des délais de livraison et des stocks, par rapport au mois précédent. Markit diffuse pour chaque question un indice composite<sup>(2)</sup>. Les modalités des réponses aux questions sont : « en hausse », « stable » et « en baisse ». Markit Economics diffuse également un indicateur synthétique (l'indice PMI dans l'industrie manufacturière), qui est une moyenne pondérée des cinq indices précédents.

Les résultats de l'enquête mensuelle de conjoncture de l'Insee dans l'industrie sont généralement publiés à la fin de la troisième semaine du mois. Au même moment, Markit publie une estimation « flash », provisoire, de son indice composite PMI et c'est une semaine plus tard qu'est publiée la version complète et définitive de l'enquête.

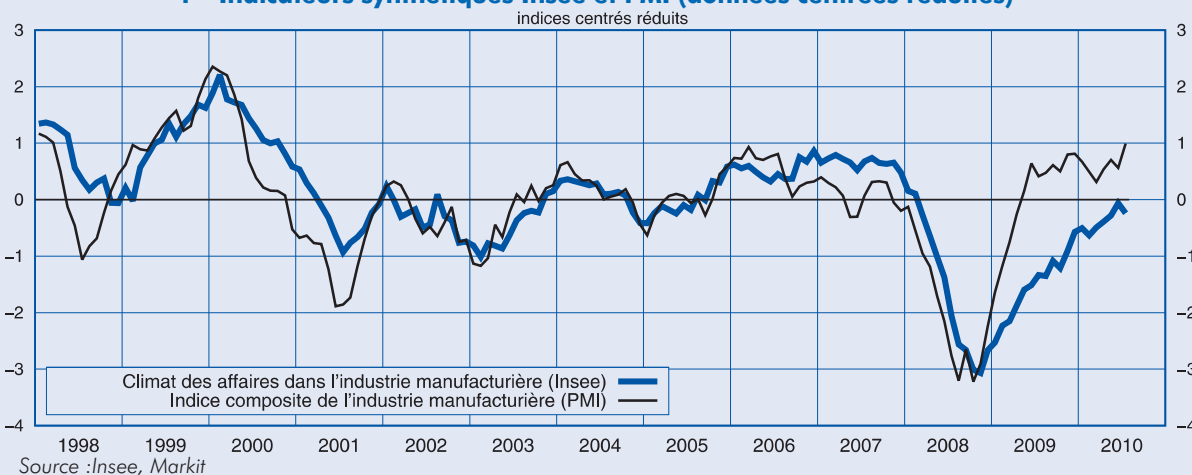
Les informations fournies par les deux types d'indicateurs fournissent une tendance globale comparable sur le passé, mais peuvent parfois donner lieu à des interprétations contradictoires au mois le mois (cf. graphique 1).

(1) Les réponses aux enquêtes de Markit Economics sont résumées en « Indices PMI » (Purchasing Managers Index).

(2) Pour une question donnée, l'indicateur PMI est calculé selon la formule suivante :

$PMI = 100 * \text{proportion des firmes ayant répondu "hausse"} + 50 * \text{proportion des firmes ayant répondu "stable"} + 0 * \text{proportion des firmes ayant répondu "baisse"}$ . Ainsi, les soldes d'opinion des enquêtes de conjoncture de l'Insee et les indicateurs PMI comparent le pourcentage des réponses favorables et défavorables. L'opinion est jugée favorable lorsqu'un solde d'opinion de l'Insee est supérieur à zéro et lorsqu'un indicateur PMI est supérieur à 50.

1 - Indicateurs synthétiques Insee et PMI (données centrées réduites)



## La période de référence pour les questions posées constitue une différence majeure dans l'information délivrée par les deux indicateurs Insee et Markit.

Les résultats des enquêtes de conjoncture de l'Insee, publiés au mois M, traduisent les opinions déclarées par les chefs d'entreprises au mois M mais couvrent aussi bien la période passée que future. On demande en effet aux chefs d'entreprises d'exprimer leur opinion sur l'évolution de leur production au cours des trois derniers mois ainsi que sur l'évolution future de la production au cours des trois prochains mois. De son côté, Markit demande aux directeurs d'achat d'exprimer leur opinion uniquement sur la dernière évolution mensuelle de leur production. Ainsi, à la date de la publication des résultats d'un mois M, l'indice PMI de la production passée retrace l'évolution de la production du mois M par rapport au mois M-1.

Le climat des affaires dans l'industrie construit par l'Insee fait en outre intervenir l'appréciation des perspectives de production, alors que l'indice composite PMI de l'industrie manufacturière utilise exclusivement des questions relatives au mois en cours.

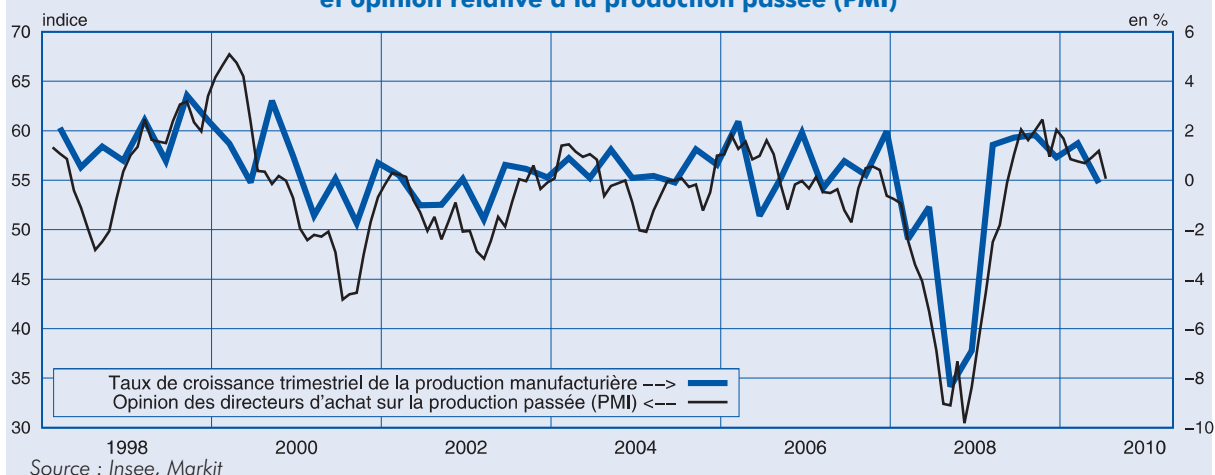
L'indicateur du climat des affaires dans l'industrie de l'Insee, qui reprend les questions sur le passé et sur les perspectives s'apparente donc à un « sentiment économique », tandis que l'indice composite PMI de l'industrie manufacturière réalise plutôt un suivi factuel de l'activité au mois le mois.

## 2. Les indicateurs Insee et PMI sont bien corrélés avec l'évolution de la production manufacturière

Afin d'établir un diagnostic des performances des indicateurs Insee et Markit, on examine leur capacité à rendre compte de l'évolution de l'activité. On se restreint aux indicateurs d'activité qui sont les plus commentés.

Les indicateurs PMI relatifs à la production passée sont relativement bien corrélés avec le taux de croissance trimestriel de la production manufacturière (cf. tableau 1 et graphique 2). Les indices Insee relatifs à la production passée ou prévue<sup>(3)</sup> apparaissent quant à eux très bien corrélés avec les glissements annuels de la production manufacturière (cf. tableau 1 et graphique 3). Les soldes d'opinion des enquêtes Insee retracent ainsi une évolution de plus long terme que les indicateurs PMI.

### 2 - Taux de croissance trimestriel de la production manufacturière et opinion relative à la production passée (PMI)



**Tableau 1 : Coefficients de corrélations entre l'évolution de la production manufacturière et les indicateurs (PMI et Insee) relatifs à l'activité dans l'industrie**

En glissement	PMI : activité passée	Insee : activité passée	Insee : activité prévue
Trimestriel	0,75	0,55	0,67
Annuel	0,74	0,92	0,76

Note : les indicateurs conjoncturels PMI et Insee sont pris au deuxième mois de chaque trimestre.

Les coefficients de corrélations linéaires doivent cependant être interprétés avec précaution. Ils permettent en effet d'avoir une idée sur la nature des co-mouvements de la production manufacturière et des indicateurs qualitatifs, mais ne permettent pas de juger de la capacité de ces indicateurs qualitatifs à prédire les évolutions de la production manufacturière.

## 3. Les qualités prédictives des indicateurs Insee et PMI

Pour construire leurs prévisions, les conjoncturistes utilisent des modèles « d'étalonnage » reliant la croissance trimestrielle de la production manufacturière aux indicateurs d'enquêtes<sup>(4)</sup>. Ces modèles permettent de capter des relations statistiques plus complexes que les simples corrélations présentées dans la partie précédente.

La performance prédictive des deux indicateurs Insee et PMI est analysée à travers deux types de modèles d'étalonnages. Dans les premiers (cf. graphique 4), on compare les modèles sur un champ constant, c'est-à-dire en ne considérant que les indicateurs disponibles à la fois pour les deux enquêtes :

(3) Ces indices sont pris au deuxième mois de chaque trimestre de façon à avoir des séries de même périodicité que la série de production manufacturière (trimestrielle). Ainsi, chaque série trimestrielle est découpée en trois nouvelles séries trimestrielles, en fonction de la place du mois dans le trimestre. Le choix du deuxième mois (plutôt que le premier ou le troisième) est du au fait que la plupart des prévisions du trimestre en cours (notamment à l'occasion de la Note de conjoncture de l'Insee) s'effectuent lors du 2<sup>e</sup> mois du trimestre.

(4) Un étalonnage peut par exemple être donné par :  

$$\text{Prodmanuf}(t) = \alpha + \beta * I1(t) + \gamma * I2(t) + \delta * (I1(t) - I1(t-1)) + \varepsilon * (I2(t) - I2(t-1)) + u(t),$$
 Prodmanuf = taux de croissance trimestriel de la production manufacturière du trimestre t ;  
 I1(t) = Indicateur d'enquête au premier mois du trimestre ;  
 I2(t) = Indicateur d'enquête au deuxième mois du trimestre.

ceux relatifs à la production passée et aux carnets de commandes, globaux et étrangers. Dans les seconds (cf. graphique 5), on compare des modèles d'étalonnage où les variables explicatives sont choisies parmi tous les indicateurs disponibles par enquête, à savoir : pour les indicateurs Insee la production passée et prévue, les carnets de commandes globaux et étrangers et les stocks ; pour les indicateurs PMI, la production, l'emploi, les délais de livraison, les nouvelles commandes globales et à l'étranger, les prix et les stocks.

Chacun des modèles est retenu sur la base de ses qualités statistiques<sup>(5)</sup> et sa capacité à prévoir au-delà de la période d'estimation (« hors échantillon »)<sup>(6)</sup>. Pour être comparable, l'estimation des modèles est effectuée sur la période commençant en 1998T4, période à laquelle les deux indicateurs Insee et PMI sont disponibles. L'estimation « hors échantillon » est effectuée sur la période 2004T1-2010T2.

Cet exercice suggère qu'au regard des erreurs de prévisions moyennes, les modèles d'étalonnages utilisant les soldes d'opinion de l'Insee présentent des qualités prédictives légèrement supérieures à celles s'appuyant sur les indices composite PMI.

À champ constant (cf. graphique 4), les modèles utilisant les soldes d'opinion de l'Insee semblent avoir légèrement mieux capté l'ampleur de la baisse de la production manufacturière du quatrième trimestre 2008 et du premier trimestre 2009. De même, sur l'année 2010, les soldes d'opinion de

l'Insee retracent relativement bien l'évolution de la production manufacturière, et notamment sa stabilisation au troisième trimestre 2010.

En sélectionnant l'ensemble des variables explicatives parmi tous les indicateurs disponibles par enquête (cf. graphique 5), les indicateurs PMI ont légèrement mieux retracé l'ampleur de la baisse pendant la crise, ainsi que la reprise amorcée au deuxième trimestre 2009. Sur l'année 2010, les soldes d'opinion de l'Insee ont en revanche mieux retracé l'évolution de la production manufacturière.

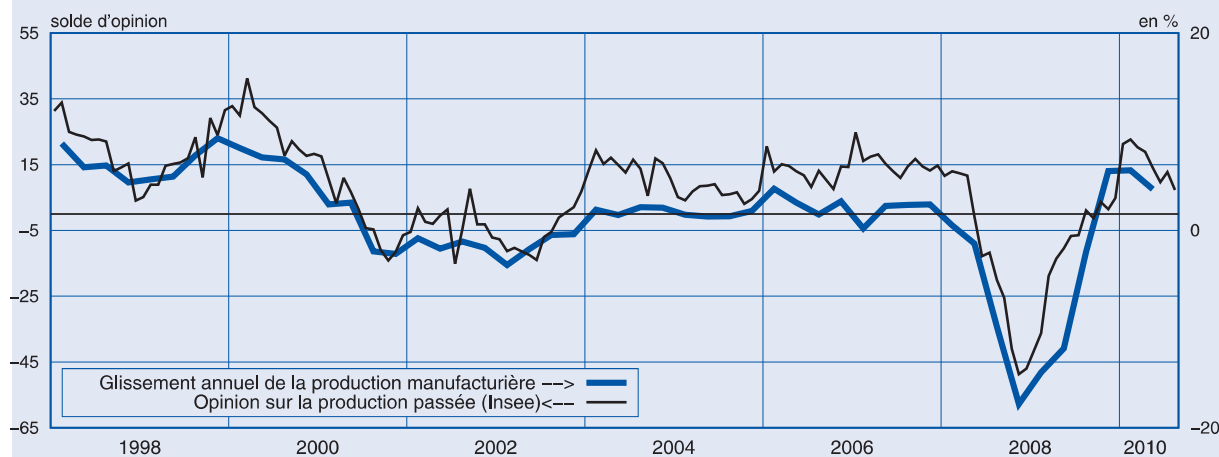
Enfin, la disponibilité des données sur une période plus longue pour les indicateurs Insee permet d'obtenir des modèles plus performants en prévision (cf. graphique 6). Ainsi, l'étalonnage de la croissance trimestrielle de la production manufacturière sur la période 1990T1-2010T2, en utilisant l'ensemble des variables d'enquête, permet de réduire significativement l'erreur de prévision moyenne (0,96<sup>(7)</sup>). ■

(5) Les variables explicatives sont sélectionnées et estimées à partir de la procédure Automatic de Grocer sous Scilab (Dubois É. and Michaux E. (2008) : "Grocer : an econometric toolbox for Scilab" ( <http://dubois.ensae.net/grocer.html> )

(6) Autrement dit, on estime d'abord le modèle sur la période 1998T4-2003T4, et on prévoit la croissance de la production de 2004T1 ; puis on ajoute un point à l'estimation (ce qui donne donc maintenant la période 1998T4-2004T1) et on prévoit la production de 2004T2 ; et ainsi de suite jusqu'à la prévision de 2010T3.

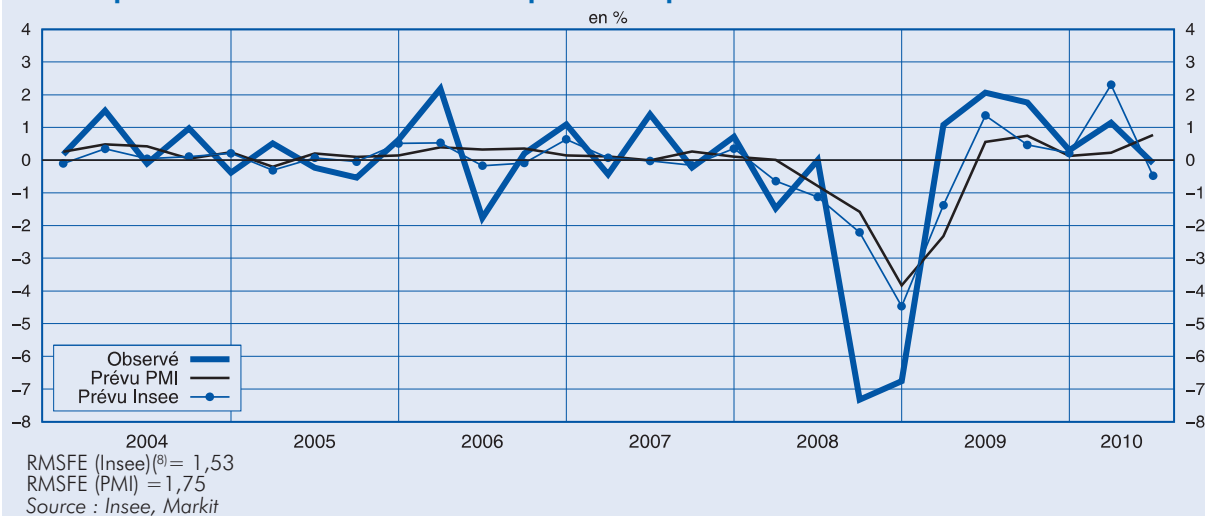
(7) Toujours hors échantillon sur la période 2004T1-2010T2.

### 3 - Glissement annuel de la production manufacturière et opinion relative à la production passée dans l'industrie manufacturière.

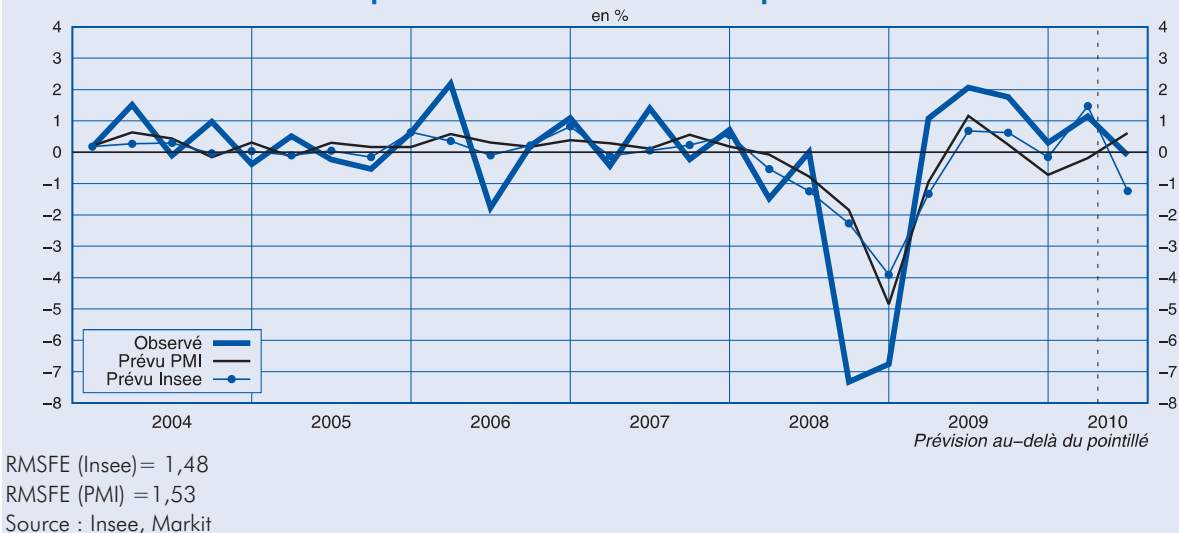


Source : Insee

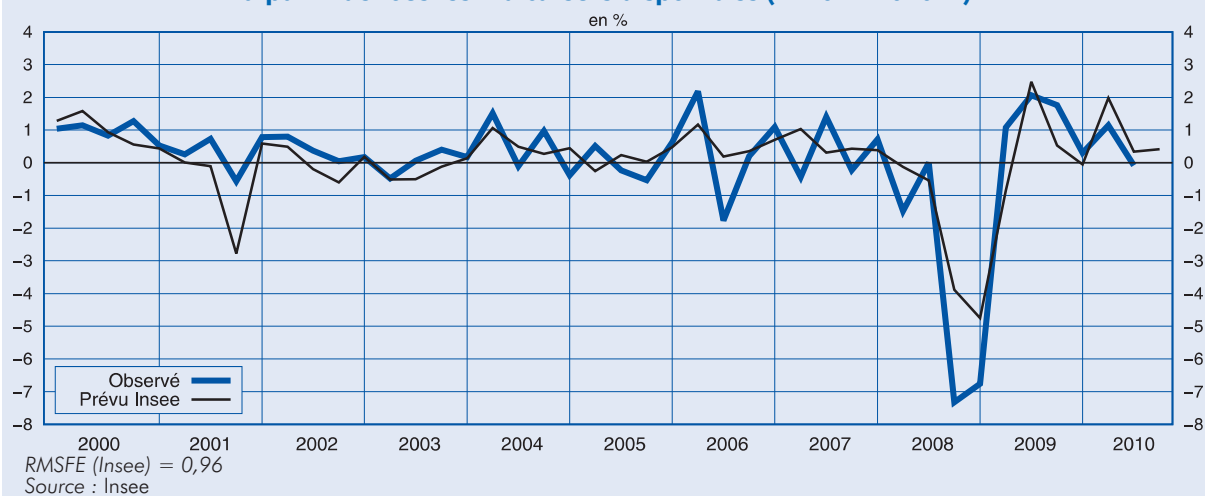
## 4 - Prédiction du taux de croissance trimestriel de la production manufacturière à partir des indicateurs relatifs à la production passée et aux carnets de commandes



## 5 - Prédiction du taux de croissance trimestriel de la production manufacturière à partir de tous les indicateurs disponibles



## 6 - Prédiction du taux de croissance trimestriel de la production manufacturière à partir de tous les indicateurs disponibles (1990T1-2010T2)



(8) Racine de l'erreur de prévision quadratique moyenne. Plus elle est faible et meilleure est la performance prédictive du modèle.